



Circulaire 8657

du 30/06/2022

Directives relatives à l'engagement de personnels ACS-APE autres que les puériculteurs(trice)s de l'enseignement fondamental ordinaire pour l'année 2022-2023

Cette circulaire abroge et remplace la(les) circulaire(s) : 8196

Type de circulaire	circulaire administrative
Validité	du 29/08/2022 au 07/07/2023
Documents à renvoyer	oui, voir contenu de la circulaire

Résumé	Directives ACS-APE 2022-2023
--------	------------------------------

Mots-clés	engagement ACS-APE autres puéricultrice puériculteur fondamental ordinaire
-----------	--

Remarque	Pour des raisons d'ergonomie de lecture, cette circulaire n'est pas rédigée en écriture inclusive mais elle s'adresse néanmoins tant aux hommes qu'aux femmes, ainsi qu'aux personnes non-binaires.
----------	---

Etablissements et pouvoirs organisateurs concernés

Réseaux d'enseignement	Unités d'enseignement	
Wallonie-Bruxelles Enseignement Ens. officiel subventionné	Maternel ordinaire Primaire ordinaire Secondaire ordinaire Secondaire en alternance (CEFA)	Centres d'Auto-Formation Centres de Technologie Avancée (CTA) Centres de dépaysement et de plein air (CDPA)
Ens. libre subventionné Libre confessionnel Libre non confessionnel	Maternel spécialisé Primaire spécialisé Secondaire spécialisé Promotion sociale secondaire Promotion sociale secondaire en alternance	Internats primaire ordinaire Internats secondaire ordinaire Internats prim. ou sec. spécialisé Internats supérieur Ecoles supérieures des Arts Hautes Ecoles

Signataire(s)

Madame la Ministre Caroline DESIR

Personne de contact concernant la publication de la circulaire

Nom, prénom	SG/DG/Service	Téléphone et email
VERKERCKE Bernard	AGE/DGPE/SGGPE/DPSS/Service ACS-APE-PTP	02/413.25.71 bernard.verkercke@cfwb.be
OGBONI Eloi	AGE/DGPE/SGGPE/DPSS/Service ACS-APE-PTP	02/413.30.40 eloi.ogboni@cfwb.be

Madame, Monsieur,

La présente circulaire vise à vous fournir les directives habituelles de gestion des dossiers ACS-APE, pour les postes autres que les puériculteurs/trices de l'enseignement fondamental ordinaire. Cette circulaire concerne donc bien les puériculteurs (trices) de l'enseignement fondamental spécialisé. Comme je vous le signifiais dans la circulaire 8483 portant « suppression du passeport APE et mise en place d'une procédure de preuve du droit à l'aide à l'emploi » du 23/02/2022 : « En date du 1er janvier 2022, l'usage du passeport APE est supprimé. Par conséquent, l'obtention d'un passeport APE par le demandeur d'emploi ne peut plus être exigée pour tout poste APE couvert par la Convention « APE Enseignement ».

Pour être éligible à l'aide régionale, le futur travailleur doit toujours avoir la qualité de demandeur d'emploi inoccupé à la veille du début de son contrat de travail (date DIMONA faisant foi). Afin de s'assurer de l'éligibilité du futur travailleur, en lieu et place du passeport, un calculateur en ligne disponible sur le site du FOREM est mis à disposition des employeurs et des futurs travailleurs.

Après authentification, les employeurs et futurs travailleurs peuvent consulter ce calculateur afin de connaître « l'état de droit » à l'aide financière pour le futur travailleur. Le résultat de la consultation peut être sauvegardé et générer un document PDF de confirmation.

C'est donc ce document PDF qu'il conviendra dorénavant de joindre, en lieu et place du passeport APE, aux dossiers que vous constituerez conformément aux dispositions de la présente circulaire.

I. Constitution et gestion du dossier administratif et pécuniaire des membres du personnel ACS ou APE (pour les postes autres que les puériculteurs/trices de l'enseignement fondamental ordinaire).

Vous trouverez ci-après les directives relatives à l'engagement, à la constitution et à la gestion du dossier administratif et pécuniaire des membres du personnel ACS ou APE engagés dans les établissements d'enseignement en Région de Bruxelles-Capitale ou en Région wallonne.

Ces directives présentent tant les conditions liées à l'engagement que la liste des différents documents indispensables à la constitution du dossier administratif et pécuniaire (de leur rédaction et à leur transmission) ainsi que des informations d'ordre général.

Vous trouverez en annexe un modèle de différents documents (contrat de travail, contrat de travail de remplacement, état mensuel des prestations,...) ainsi qu'une note informative d'ACTIRIS (ACS) à destination des employeurs dans l'Enseignement.

Afin de ne pas retarder la gestion du dossier de vos agents ACS/APE et ainsi la liquidation de la rémunération de celui (ceux)-ci par l'Administration de la Fédération Wallonie Bruxelles, je vous remercie de bien vouloir appliquer strictement ces directives et de transmettre au plus tôt au Service ACS-APE les dossiers complets, en n'omettant pas de compléter le nouveau formulaire des données signalétiques complémentaires des membres du personnel.

La liquidation de la subvention-traitement de ceux-ci ne pourra être assurée pour le mois en cours que si des documents **corrects et complets** les concernant sont reçus à l'Administration aux dates reprises dans le tableau en annexe.

Si l'établissement ou le Pouvoir organisateur globalise les dossiers et les transmet à l'Administration les derniers jours ouvrables précédant la date ultime d'envoi des documents, les agents FLT (Fixateurs et Liquidateurs des Traitements) ne pourront garantir le paiement dans les délais fixés.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les formalités en matière de DIMONA et déclaration des risques sociaux (C78.3, C131B,...) se font par voie électronique via une application en ligne appelée "DDRS". Depuis le 1^{er} janvier 2017, le C131A est également soumis à cette procédure.

En matière de déclaration DIMONA, vous voudrez bien veiller à communiquer toutes les informations nécessaires sur tous les lieux d'affectation effectifs de vos agents ACS/APE.

En effet, il doit y avoir une concordance entre les informations que vous communiquez à l'ONSS et les informations que l'Administration communique à l'ONSS.

L'Administration de la Fédération Wallonie Bruxelles doit communiquer à l'ONSS tous les lieux où le travailleur exerce ses fonctions.

Je vous rappelle également qu'hormis les cas où l'engagement se réalise sur fonds propres, SEULS les numéros d'entreprise et ONSS de la Communauté française DOIVENT être utilisés.

Ces numéros figurent sur certains documents modèles en annexe.

Je souhaite attirer votre attention sur le fait qu'en votre qualité d'employeur, il vous incombe d'informer correctement vos agents sous statut ACS/APE de leurs droits et obligations et qu'il vous appartient seul d'assumer la responsabilité de cet engagement.

Par ailleurs, il est important de souligner que même si les classements établis par les Commissions zonales sont établis pour deux années scolaires consécutives, **les dépêches sont établies pour chaque année scolaire.**

Lors de l'envoi du dossier administratif et pécuniaire à l'Administration, les dépêches doivent être accompagnées de tous les documents administratifs requis pour permettre le versement de la rémunération au membre du personnel.

La durée d'engagement (10 mois) figurant sur la dépêche doit être scrupuleusement respectée.

II. Titres et fonctions

Depuis le 1^{er} septembre 2016, **un nouveau régime de Titres et Fonctions** est entré en vigueur. Il a pour vocation d'harmoniser les titres, fonctions et barèmes des professionnels de l'enseignement fondamental et secondaire de tous les réseaux en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce régime a été **simplifié** à partir du 1^{er} septembre 2020, par le décret du 17 juillet 2020 portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie. En effet, ce décret modifie la priorité des titres en mettant les titres requis et suffisants sur pied d'égalité en cas de primo-recrutement. Ceux-ci sont donc prioritaires sur les titres de pénurie et titres de pénurie non listés. Par ailleurs, seul le recrutement d'un porteur de titre de pénurie non listé doit encore faire l'objet d'un procès-verbal de carence. Enfin, la Chambre de la pénurie est supprimée, plus aucune demande ne doit donc être formulée envers cette chambre.

Les membres du personnel ACS/APE recrutés dans des **fonctions analogues** à celles fixées par l'AGCF du 5 juin 2014¹ sont pleinement concerné(e)s par le régime des Titres et fonctions et dès lors par ces nouveautés simplificatrices, aussi bien en ce qui concerne les mesures relatives aux

¹ AGCF du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

titres que celles relatives à la priorisation. Toutes les mesures dérogatoires et transitoires leur sont applicables. L'application « PRIMOWEB » permet de retrouver la liste des titres requis (TR), suffisants (TS) et de pénurie (TP) pour chacune de ces fonctions listées au sein de cet AGCF.

En ce qui concerne les dispositions pratiques liées à ce dispositif, je vous renvoie vers les circulaires spécifiques aux titres et fonctions parues, concernant les différents réseaux et niveaux respectifs.

Enfin, je sollicite votre plus grande attention à l'égard de tous ces éléments importants lors de l'engagement de vos agents ACS/APE et vous remercie grandement de votre collaboration.

Caroline DESIR,
Ministre de l'Éducation

Engagement et constitution du dossier

Personnels concernés

- ACS /APE autres que les puériculteurs(trices) de l'enseignement fondamental ordinaire
- Puériculteurs(trices) de l'enseignement fondamental spécialisé

1. Conditions d'engagement
2. Constitution du dossier
3. Etat des prestations
4. Relevé des absences non réglementairement justifiées
5. Demande de remplacement
6. Informations générales
7. Renseignements

Remarques préalables

Les dispositions des articles 18 à 26, 30, 31, 34, 37, 38, 39 et 41 et 44ter de l'**Arrêté royal du 22 mars 1969** fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements **s'appliquent aux membres du personnel ACS/APE des établissements d'enseignement lorsqu'elles concernent des recrutements effectués dans des fonctions existantes au cadre équivalentes.**

Les dispositions des articles 20, 24, 27ter et 34 du **Décret du 6 juin 1994** fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné **s'appliquent aux membres du personnel ACS/APE des établissements d'enseignement lorsqu'elles concernent des recrutements effectués dans des fonctions existantes au cadre équivalentes.**

Les dispositions des articles 29bis à 35 du **Décret du 1er février 1993** fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné **s'appliquent aux membres du personnel ACS/APE des établissements d'enseignement lorsqu'elles concernent des recrutements effectués dans des fonctions équivalentes existant au cadre.**

1. CONDITIONS D'ENGAGEMENT

L'employeur ne pourra procéder à l'engagement que:

- a) **après** réception de la dépêche autorisant l'engagement ou de l'autorisation de remplacement de l'ACS/APE;
- b) **après** réception de la dépêche de désignation conjointement au point a) uniquement pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- c) **après** avoir respecté scrupuleusement les règles d'engagement telles que prévues par le statut des personnels dans le cas des fonctions équivalentes (AR du 22 mars 1969, Décret du 1^{er} février 1993 ou Décret du 6 juin 1994 selon le cas);
- d) **après** avoir respecté, les dispositions du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions, et en particulier la priorisation des titres.
- e) **après** présentation de " l'état de droit " APE, pour les postes octroyés par la Région wallonne (postes RW) ou de l'"A6" pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (postes RB) attestant que l'ACS/APE remplit les conditions régionales d'emploi. Ces documents doivent être valables au plus tard la VEILLE DE L'ENGAGEMENT ;
- f) **après** présentation du titre relatif à la fonction qui sera exercée par l'ACS/APE;
- g) **après** présentation de l'extrait de casier judiciaire (modèle 596.2).

L'ACS/APE doit être de conduite irréprochable (voir les statuts du personnel).

L'attention des différents employeurs doit être attirée sur le fait que les règles d'appréciation de conduite irréprochable des ACS/APE, et donc de la prise en charge de la rémunération des personnels engagés en qualité d'ACS/APE par la Fédération Wallonie Bruxelles, sont les mêmes que celles pour les membres du personnel statutaires (voir circulaire n°2311 du 26/05/2008 pour l'enseignement subventionné).

En cas de non-respect de ces conditions, l'employeur ayant procédé à l'engagement de l'ACS/APE sera seul responsable de la rémunération de celui-ci.

- ⚠ Important** : le contrat de travail (ACS ou APE) ne peut jamais se prolonger au-delà du dernier jour du mois au cours duquel le travailleur atteint l'âge de 65 ans.
Aucune dérogation n'est possible et tout contrat dépassant cette limite ne sera plus subventionnable.
En cas de non-respect de ce qui précède, c'est donc l'employeur qui devra prendre en charge la rémunération du travailleur.

2. CONSTITUTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET PECUNIAIRE

2.1. Transmission du dossier

Le dossier administratif et pécuniaire de l'ACS/APE, composé des éléments définis au point 2.2., devra être transmis au Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à l'attention de l'agent traitant, dont les coordonnées sont reprises au point 7 (demande de renseignements):

Le Service ACS-APE est le seul service FLT à gérer le dossier des agents ACS/APE et aucun document, de quelque ordre que ce soit, ne doit jamais être envoyé dans les différentes directions déconcentrées de l'Administration Générale de l'Enseignement du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les chefs d'établissement d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles et les pouvoirs organisateurs des réseaux d'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles veilleront donc à en informer, en leur sein, les gestionnaires de ces dossiers.

La transmission dans un autre service retardera le traitement du dossier administratif et pécuniaire de leur personnel ACS ou APE et donc le versement de leur rémunération.

2.2. Constitution du dossier administratif et pécuniaire

Ce dossier est constitué de **tous** les éléments suivants:

- le transmis;
- le formulaire des données signalétiques complémentaires;
- la dépêche autorisant le recrutement;
- la dépêche de désignation par WBE (uniquement pour l'enseignement FWB);
- en cas de remplacement: l'autorisation de remplacement + la dépêche initiale de l'octroi du poste;
- le contrat de travail;
- " l'état de droit " du FOREM ou l' "A6" d'ACTIRIS;
- la demande d'avance (FOND12, CF12, SEC12, PS12, ...);
- une composition de ménage récente (3 mois) *;

- un extrait de casier judiciaire (**modèle 596.2**);
- un document de l'organisme bancaire;
- une copie du diplôme (ou de l'attestation provisoire)*;
- une déclaration en matière de précompte professionnel;
- une demande d'allocation de foyer;
- une annexe SA-1 (**).

(*) Ces documents ne seront remis que lors de la première entrée en fonction en qualité d'ACS/APE.

(**) Ce document doit être joint lorsque le membre du personnel estime pouvoir faire valoir certains services dans son ancienneté pécuniaire.

Attention: il s'agit d'un document récapitulatif. Les attestations de services correspondantes doivent également être jointes au dossier.

2.2.1. Le transmis

Ce document permet une gestion plus rapide et efficace du dossier de l'ACS/APE. Le Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles peut ainsi identifier immédiatement l'ACS/APE engagé, vérifier que tous les éléments ont été transmis et procéder alors à la liquidation de la rémunération.

Il permet également aux agents FLT d'identifier au sein de l'établissement ou du PO la personne à contacter en cas de problème dans le dossier de l'ACS/APE.

Un volet de ce transmis est consacré à la communication des numéros ECOT des établissements scolaires où l'ACS/APE exerce ses fonctions, conformément à l'autorisation ministérielle.

Cette communication est nécessaire à l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour qu'elle puisse déclarer auprès de l'ONSS, conformément à la législation sociale, tous les lieux de travail des membres du personnel dont elle assure le paiement des salaires, en ce compris les membres du personnel engagés dans le cadre des conventions signées avec les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale.

Il est donc obligatoire dès à présent qu'une déclaration DIMONA soit faite via l'application DDRS par chacun des établissements scolaires où le membre du personnel exerce ses fonctions. Le(s) lieu(x) d'affectation(s) est (sont) renseigné(s) sur la dépêche ministérielle. Ils doivent être respectés et correspondent par ailleurs au choix opéré lors de l'introduction des demandes de postes.

Les informations relatives aux règles à suivre en matière de déclarations DIMONA sont reprises en 6.1.

Il est important que ces données soient correctes de part et d'autre afin d'éviter aux membres du personnel les désagréments d'un défaut d'assurabilité auprès de tous les acteurs sociaux (mutuelle, chômage,...).

Le transmis sera établi pour chaque ACS/APE ainsi engagé.

2.2.2. La copie de la dépêche permettant l'engagement (dépêche octroyant le poste) ou la copie de l'autorisation de remplacement

Pour rappel, il ne pourra être procédé à l'engagement qu'après réception de la dépêche autorisant l'engagement ou de l'autorisation de remplacement.

En cas de non-respect de ce point, l'employeur assumera seul la rémunération de l'ACS/APE engagé.

2.2.3. La copie de la dépêche de désignation permettant l'engagement ou le remplacement (uniquement pour l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles)

Dans l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, la désignation des membres du personnel ACS/APE se fait directement par WBE. Le dossier administratif du membre du personnel sera donc constitué, entre autres, de la dépêche octroyant le poste ainsi que de la dépêche de désignation.

2.2.4. Le contrat de travail ou le contrat de travail de remplacement

Le contrat de travail ou le contrat de travail de remplacement sera établi en **3 exemplaires originaux**:

- un **exemplaire (pas de copie!)** sera transmis, **par courrier**, au Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles;
- un exemplaire sera remis à l'ACS/APE engagé;
- un exemplaire sera conservé par l'employeur.

Remarques:

1. Vous trouverez en annexe un modèle de contrat de travail et un modèle
2. de contrat de travail de remplacement; il en existe un pour les postes octroyés par la Région wallonne (postes RW APE) et un pour les postes octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale (postes RB ACS).
3. Le **contrat de travail de remplacement** doit être utilisé dans tous les cas de remplacements autorisés (voir point 5.3.). En effet, la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail prévoit des dérogations en matière d'indemnités et de préavis en cas de remplacement, à la condition que l'identité de l'agent remplacé ainsi que le motif du remplacement y soient clairement indiqués.

Le contrat de travail de remplacement ne doit pas être utilisé en cas de licenciement ou de démission. Pour ces deux derniers cas, le modèle de contrat à utiliser est le contrat de travail (il s'agit plutôt d'une reprise définitive du poste). Toutefois, une autorisation de remplacement doit être obtenue même dans ce cas avant de procéder à tout nouvel engagement.

Il est conseillé aux employeurs ayant engagé un ACS/APE en remplacement d'un **chargé de mission** (article 7 du Décret mission) d'établir **un contrat de travail de remplacement**. En effet, en cas de fin inopinée de la mission, ils pourront bénéficier des mesures dérogatoires prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en matière d'indemnités et de préavis.

4. La date de début du contrat doit être celle du **premier jour effectif des prestations** de l'ACS/APE. Par conséquent, le contrat de ne débutera pas lors d'une période de congé scolaire.
5. La charge horaire reprise sur la dépêche doit être respectée. Toute demande de modification de celle-ci doit être introduite pour le 31/10/2022 au plus tard.
6. Le(s) **lieu(x) de travail** doi(ven)t être **clairement** indiqué(s); il(s) doi(ven)t être celui(ceux) précisé(s) sur la dépêche ministérielle autorisant l'engagement.
7. La **fonction** exercée doit être indiquée sur le contrat de travail. Si la fonction n'existe pas organiquement (voir AECF du 2 octobre 1968 et réforme des titres et fonctions), il y a lieu d'être le plus précis possible dans le descriptif des activités.

Il est nécessaire d'indiquer précisément dans le contrat de travail (ou le contrat de travail de remplacement) le libellé de la fonction, ainsi que son code tels que déterminés dans la circulaire 5776 du 23/06/2016 relative à la codification des documents d'attribution. Ces mentions permettront à l'agent FLT en charge du dossier de déterminer avec précision le barème applicable à la fonction exercée.

8. Toutes les dispositions de la **loi du 3 juillet 1978** relative aux contrats de travail s'appliquent au contrat de travail et au contrat de travail de remplacement des ACS/APE.
9. Conformément à la loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis, ainsi que des mesures d'accompagnement, les contrats de travail annexés à la présente circulaire ne prévoient plus de clause d'essai.
10. En ce qui concerne les **accidents du travail**, les dispositions de la loi du 3 juillet 1967 relative à la réparation des dommages résultant de ceux-ci dans le secteur public et l'arrêté d'exécution du 24 janvier 1969 ne s'appliquent pas aux travailleurs **APE** qui sont **occupés dans l'enseignement subventionné**. Il appartient dès lors aux Pouvoirs organisateurs concernés de prendre les mesures nécessaires pour couvrir les travailleurs occupés dans leur(s) établissement(s). La circulaire 4746 du 25/02/2014 porte sur les instructions et démarches administratives en matière d'accidents du travail des personnels de l'enseignement.
11. Toutes les informations utiles être consultées sur le site du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale: www.emploi.belgique.be, thème "contrats de travail".

A l'issue du contrat de travail, le formulaire C4 doit être délivré à l'ACS/APE. Ce document doit reprendre exclusivement le n° d'employeur ONSS 000370539.

Il s'agit du formulaire C4 "normal" (Loi du 03 juillet 1978) et non du formulaire C4-enseignement.

Ceci est spécifié au bas du formulaire C4 (un exemplaire du C4 se trouve en annexe).

2.2.5. « L'état de droit » ou le document "A6" d'ACTIRIS

2.2.5.1. "L'état de droit" APE pour les postes octroyés en Région wallonne (postes RW)

Afin de s'assurer de l'éligibilité du futur travailleur, un calculateur en ligne disponible sur le site du FOREM est mis à disposition des employeurs et des futurs travailleurs.

Après authentification, les employeurs et futurs travailleurs peuvent consulter ce calculateur afin de connaître « l'état de droit » à l'aide du futur travailleur.

Le résultat de consultation peut être sauvegardé et générer un document PDF confirmant, à une date fixe, que le futur travailleur n'occupe aucun emploi et a bien accès à l'aide régionale. C'est donc ce document PDF qu'il conviendra dorénavant de joindre au dossier.

Cet état de droit doit être valable la veille de la signature du contrat.

2.2.5.2. Le document "A6" pour les postes octroyés en Région de Bruxelles-Capitale (postes RB)

Ce document, délivré par ACTIRIS en Région de Bruxelles-Capitale, doit attester que, **le JOUR DE L'ENGAGEMENT**, l'ACS remplit les conditions régionales d'engagement. Ce document est valable 3 mois.

Dans le cas où l'ACS est occupé au 29 Aout 2022 par le même employeur qu'au 28 août 2022, ce document A6 n'est pas nécessaire.

Il n'est pas autorisé d'engager avant d'avoir reçu le document A6, veuillez donc introduire votre demande d'A6 au plus tard 5 jours ouvrables avant le début du contrat.

La prise en charge de la rémunération de l'ACS/APE par la Fédération Wallonie Bruxelles est liée à la date de validité de l'état de droit APE ou de l' "A6".

Il est donc conseillé aux employeurs d'être en possession de ces documents AVANT l'entrée en fonction de l'ACS/APE et de la signature du contrat de travail.

2.2.6. La demande d'avance (FOND12, SEC12, CF12, ...)

La demande d'avance est le document en usage dans tous les établissements d'enseignement subventionnés ou organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour notifier un certain nombre d'informations d'ordre pécuniaire à l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Elle doit être transmise pour chaque établissement scolaire où l'ACS/APE exerce ses fonctions.

La demande d'avance sera utilisée pour:

- notifier l'entrée en fonction (elle doit être celle du début du contrat de travail de l'ACS/APE);
- notifier la cessation des fonctions si celle-ci a lieu à une date antérieure à celle de la fin de l'année scolaire (fin de remplacement, démission, licenciement);
- **notifier la reprise des fonctions après une longue absence (congé de maternité, congé de maladie de plus de 30 jours, congé parental,...) non rémunérée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.**

2.2.7. Une composition de ménage

Un ACS/APE nouvellement engagé doit fournir obligatoirement ce document dès son entrée en fonction.

Toute modification de la situation familiale de l'ACS/APE ou un déménagement devra faire l'objet d'une nouvelle composition de ménage.

2.2.8. Un extrait de casier judiciaire

L'ACS/APE doit être de **conduite irréprochable**; il doit donc fournir, avant son engagement, un extrait de casier judiciaire. Il s'agit **EXCLUSIVEMENT** du **modèle 596.2**, c'est-à-dire celui en usage pour accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

Il y a lieu de distinguer le cas où l'ACS/APE est occupé au 29 août 2022 par le même employeur qu'au 28 août 2022 et le cas où l'ACS/APE est occupé par un autre employeur au 29 août 2022.

- Dans le premier cas, il n'y a pas lieu de fournir de nouvel extrait de casier judiciaire.
- Dans le second cas, un extrait de casier judiciaire (**modèle 596.2**) récent (trois mois) doit être fourni par l'ACS/APE.

Il en est de même pour l'ACS/APE nouvellement engagé.

La façon d'apprécier l'irréprochabilité de la conduite d'un membre du personnel de l'enseignement est reprise dans la circulaire n° 2311 du 26/05/2008.

2.2.9. Un document de l'organisme bancaire

Ce document doit mentionner les numéros et intitulé du compte bancaire **PERSONNEL** de l'ACS/APE.

Il peut s'agir d'une copie d'un extrait de compte, d'une copie **lisible** de la carte bancaire ou d'un document établi par l'agence auprès de laquelle l'ACS/APE est client.

Attention: tout changement de compte de l'ACS/APE devra être renseigné avant le 10 du mois courant.

La simple notification d'un changement de numéro n'est pas suffisante; une copie d'un extrait de compte, une copie **lisible** de la carte bancaire ou un document établi par l'agence auprès de laquelle l'ACS/APE est client doit être **signé** par le membre du personnel et envoyé au service ACS/APE.

Un ACS/APE nouvellement engagé devra fournir ce document dès son entrée en fonction.

En cas de médiation de dettes, le membre du personnel doit fournir au Service ACS-APE tous les documents officiels probants devant permettre à l'agent traitant son dossier d'effectuer correctement le versement de la subvention-traitement (décision, coordonnées du médiateur, n° de compte,...).

2.2.10. Une copie du diplôme

Le diplôme ne doit être remis que lors de la première entrée en fonction comme ACS/APE.

Remarque : lorsque le membre du personnel remet une attestation provisoire dans l'attente de l'obtention de son diplôme, il est tenu de fournir spontanément ce dernier dès qu'il obtient le titre original.

2.2.11. Une déclaration en matière de précompte professionnel

Depuis le 1^{er} avril 2003, les conjoints bénéficiant tous deux de revenus professionnels peuvent choisir celui des deux qui bénéficiera des réductions pour charges de famille (à l'exception de celle pour le conjoint handicapé). Ce choix doit être exprimé par voie d'une attestation conforme à celle se trouvant en annexe. Cette déclaration est valable uniquement pour **le personnel marié** ou **cohabitant légal** (les personnes non mariées ou non cohabitantes légalement ne sont pas concernées par ce document).

Cette déclaration doit être remise **chaque année** par le membre du personnel qui souhaite bénéficier des réductions pour charges de famille. En l'absence de ce document, la réduction ne sera pas appliquée.

2.2.12. Demande d'allocation de foyer/résidence

Les conditions d'octroi de l'allocation de foyer sont définies par le Décret du 4 mai 2005.

3. L'ETAT MENSUEL DES PRESTATIONS (EMP)

3.1. Instructions

Il est demandé aux employeurs d'être le **plus précis possible** quant à la nature de l'absence et de joindre les justificatifs d'absence requis en fonction du motif de l'absence (copie du certificat médical

pour enfant malade, extrait d'acte de mariage,...). **Toute absence doit être justifiée et mentionnée sur le modèle uniquement repris en annexe.**

Attention: le certificat de maladie du membre du personnel NE DOIT PAS être fourni au Service ACS-APE.

Il a lieu de suivre scrupuleusement dans ce cas les instructions des circulaires 3012 (08/02/2010), 4069 (26/06/2012), 4306 (07/02/2013), 4646 (03/12/2013), 4937 (23/07/2014), 6285 (24/07/2017) et 6688 du 05/06/2018.

Pour rappel, l'établissement/PO veillera à informer son ACS/APE de ses obligations vis-à-vis de CERTIMED.

Il est également demandé aux employeurs de **prendre contact le plus rapidement possible avec l'agent traitant le dossier de leur ACS/APE** au sein des services de l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles (voir point 6 de ces directives) en cas d'absence ne donnant pas lieu au maintien de la rémunération, ceci afin **d'éviter le versement de sommes indues** à l'ACS/APE (maladie, congé de maternité, grève, congé pour garder un enfant malade, ...) qui lui seront ensuite réclamées.

J'attire cependant leur attention sur le fait qu'ils sont seuls responsables des congés qu'ils accordent aux membres de leur personnel ainsi que de la position administrative dans laquelle ils les placent (pour les absences non réglementairement justifiées notamment).

3.1.1. L'ACS/APE ne s'est pas absenté

Si l'ACS/APE ne s'est pas absenté, en-dehors des congés scolaires, il n'a pas lieu d'envoyer d'état mensuel des prestations.

Les congés annuels réguliers (personnel administratif) ne doivent pas non plus être mentionnés sur l'état mensuel.

3.1.2. L'ACS/APE s'est absenté (en-dehors des congés scolaires)

Mettre un "X" pour tous les jours de travail effectifs et suivre les instructions suivantes.

3.1.2.1. Absence pour raison de maladie

L'ACS/APE, par assimilation aux personnels statutaires, est tenu de suivre les dispositions du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement.

Les procédures et règles en matière de contrôle ont été rappelées dans les circulaires reprises dans le point 3.1 ci-dessus.

L'ACS/APE doit envoyer son certificat médical auprès de l'organisme de contrôle:

"CERTIMED"

A l'attention du Médecin coordinateur

Boite postale 10018

1070 BRUXELLES

mail : certificat.fwb@certimed.be

Les certificats médicaux devront mentionner LISIBLEMENT et en caractère d'imprimerie le nom, le prénom et le numéro de matricule de l'agent.

Important: les absences d'un jour non couvertes par un certificat médical doivent être communiquées par l'employeur à "CERTIMED" via le formulaire de signalement d'absence d'un jour,

disponible par téléchargement à l'adresse <https://www.certimed.be/fr/documents-utiles-enseignement>.

Les employeurs veilleront à ce que leur(s) ACS/APE dispose(nt) de plusieurs exemplaires du certificat médical.

Pour rappel, l'inobservance des articles 2 à 19 du décret précité entraîne le caractère irrégulier de l'absence et la perte du droit à une rémunération à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour cette période d'absence (article 20).

▪ A indiquer sur l'état mensuel des prestations

"M" en regard de chacun des jours d'absence pour raison de maladie ou "Maladie" en travers de la grille si tout le mois est concerné;

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations:

- soit copie du relevé des absences que "CERTIMED" vous transmettra;
- soit copie du volet inférieur du certificat médical de "CERTIMED".

Il est impératif qu'un FOND12, un CF12, un SEC12... notifiant la reprise des fonctions (en cas d'absence de plus de 30 jours) soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent; l'état des prestations seul n'est pas suffisant.

La copie et la transmission du volet supérieur du certificat médical de "CERTIMED", par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel lui-même, est illégal eu égard au respect du Règlement Général sur la Protection des Données (loi du 25/05/2018) et du secret médical.

Les pouvoirs organisateurs veilleront à ne PAS les transmettre à l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

3.1.2.2. Accident de travail

Pour tous les agents ACS et pour les agents APE engagés dans des établissements de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, et qui sont donc couverts par l'assurance de la Fédération Wallonie-Bruxelles, veuillez suivre les instructions fournies dans la circulaire 4746 du 25/02/2014.

Ces agents doivent envoyer leur(s) certificat(s) médical(aux) spécifique(s) aux accidents de travail auprès de l'organisme MEDEX dont voici les coordonnées

"MEDEX - Certificats Médicaux
Place Victor Horta 40 bte 50 - 1060 BRUXELLES ;
Mail: Attesten.certificats@medex.belgium.be

Le modèle de ce certificat se trouve dans la circulaire 4746 du 25/02/2014.

Pour les agents APE engagés dans des établissements de l'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, et qui ne sont donc PAS couverts par l'assurance de la Fédération Wallonie-Bruxelles, veuillez suivre la procédure propre à votre organisme assureur.

▪ A indiquer dans TOUS LES CAS sur l'état mensuel des prestations:

"AT" en regard de chacun des jours d'absence pour accident de travail ou "Accident de travail" en travers de la grille si tout le mois est concerné;

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations:

- reconnaissance de l'accident de travail par l'organisme assureur (Direction des Accidents du Travail ou assureur privé selon le cas).

Il est impératif qu'un FOND12, un CF12, un SEC12 ou un SPEC 12 notifiant la reprise des fonctions après la période d'incapacité soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

3.1.2.3. Congé de maternité

▪ A indiquer sur l'état mensuel des prestations

"MAT" en regard de chacun des jours du congé de maternité ou "Maternité" en travers de la grille si tout le mois est concerné;

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations:

- un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement;
- dès la naissance, un extrait d'acte de naissance de l'enfant.

L'ACS/APE doit également envoyer un certificat médical de congé de maternité auprès de l'organisme de contrôle "CERTIMED".

Il est impératif qu'un FOND12, un CF12, un SEC12... notifiant la reprise des fonctions après le congé de maternité soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

En application de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le congé de maternité, d'une durée totale de 15 semaines (ou 17 en cas de naissance multiple) peut débuter à partir de la sixième semaine précédant la date présumée d'accouchement (ou à partir de la huitième semaine en cas de naissance multiple).

3.1.2.4. Congé de paternité

▪ A indiquer sur l'état mensuel des prestations:

"PAT" en regard de chacun des jours de congé de paternité.

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations:

- un extrait d'acte de naissance de l'enfant

3.1.2.5. Ecartement dans le cadre de la protection de la maternité (loi du 16 mars 1971 sur le travail) - femme enceinte ou allaitante

3.1.2.5.1. D'autres tâches sont confiées à l'ACS/APE écartée

▪ A joindre à l'état mensuel des prestations:

- un certificat médical attestant la date présumée d'accouchement;

- une copie de l'avis de la Médecine du Travail;
- dès la naissance, un extrait d'acte de naissance de l'enfant.

N.B. Pendant cette période, si l'ACS/APE s'absente pour une raison quelconque, il faut alors se référer aux autres points.

3.1.2.5.2. D'autres tâches ne peuvent être confiées à l'ACS/APE écartée

Important: il s'agit du seul cas où l'écartement peut donner lieu à une demande de remplacement.

- A indiquer sur l'état mensuel des prestations

Indiquer "E" en regard de chacun des jours du congé d'écartement ou "**Ecartement**" en travers de la grille si tout le mois est concerné.

- A joindre à l'état mensuel des prestations:

- un certificat médical attestant la date présumée d'accouchement;
- une copie de l'avis de la Médecine du Travail;
- une déclaration de l'employeur par laquelle ce dernier atteste n'avoir d'autres tâches à confier à l'ACS/APE, compatibles avec son état (voir modèle en annexe);
- dès la naissance, un extrait d'acte de naissance de l'enfant.

Il est impératif qu'un FOND12, un CF12, un SEC12 notifiant la reprise des fonctions après le congé de maternité soit transmis le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

3.1.2.6. Congé d'adoption

- A indiquer sur l'état mensuel des prestations:

Indiquer "**Ado**" en regard de chacun des jours du congé d'adoption ou "**Adoption**" en travers de la grille si tout le mois est concerné.

- A joindre à l'état mensuel des prestations:

- la lettre de demande de l'ACS/APE adressée à son employeur;
- la preuve de l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers (l'âge de l'enfant doit absolument y être indiqué).

Il est impératif qu'un FOND12, un CF12, un SEC12...notifiant la reprise des fonctions après le congé d'adoption soit transmise le plus rapidement possible à l'agent traitant du Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que la rémunération soit à nouveau versée à l'agent; l'état mensuel des prestations seul n'est pas suffisant.

3.1.2.7. Autres absences

Les employeurs veilleront à être le plus précis possible et à joindre à l'état mensuel des prestations les justificatifs éventuels d'absence.

- A indiquer sur l'état mensuel des prestations:

Indiquer en regard de chacun des jours d'absence le motif de l'absence.

- A joindre à l'état mensuel des prestations:

- justificatif d'absence (certificat de mariage, certificat de décès...).

Par ailleurs, il leur appartient seul d'assumer la responsabilité de la qualification qu'ils donnent aux absences de leur ACS/APE.

L'arrêté royal du 28 août 1963 tel que modifié prévoit des jours d'absence, avec maintien de la rémunération, à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Vous trouverez la liste de ces congés en annexe.

Il est impératif que les ACS/APE soient correctement informés par leur employeur en cette matière.

En effet, ils ne sont pas concernés par les congés, absences et disponibilités octroyés aux membres du personnel désignés ou engagés à titre définitif ou à titre temporaire.

Seule la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et ses arrêtés d'application détermine les absences et le maintien de la rémunération auxquelles les ACS/APE ont droit.

Par exemple, en application de l'AR du 11 octobre 1991 sur les absences pour raisons impérieuses, elles peuvent s'absenter pour garder un enfant malade mais ne sont pas rémunérées pour ce type d'absence.

3.2. Transmission

L'état mensuel des prestations (EMP), pour tous les cas où il doit être établi, sera transmis au début du mois qui suit celui auquel il se rapporte (par exemple, l'EMP du mois de septembre sera transmis début octobre) à l'adresse suivante:

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration Générale de l'Enseignement
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 7.2)
Boulevard Léopold II 44
1080 Bruxelles

4. LE RELEVÉ DES ABSENCES NON REGLEMENTAIREMENT JUSTIFIEES (ANRJ)

Il s'agit d'un document collectif que les PO/établissements doivent transmettre mensuellement au Service ACS-APE. Il est similaire à ceux utilisés pour les autres membres du personnel de l'Enseignement subventionné ou organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ce document doit être clôturé le dernier jour ouvrable de chaque mois et transmis dans les sept premiers jours ouvrables du mois suivant au Service ACS-APE.

Remarque: dans le cas d'un relevé collectif pour motif de grève (voir annexe) le document récapitulatif doit être envoyé au plus tôt à l'Administration afin de procéder à la récupération des subventions-traitements indûment versées pour la période indiquée.

Chaque membre du personnel concerné par ces absences doit apposer sa signature sur ledit relevé attestant ainsi qu'il lui a été donné la possibilité de faire acter ses observations.

En cas d'absence du membre du personnel, cette possibilité de formuler des remarques doit être offerte en lui en faisant part par courrier à son domicile.

Cette même procédure doit être utilisée en cas de participation à un mouvement de grève (voir à ce propos les instructions portées par les circulaires de mars 1992 et du 1er juin 1992). Dans ce cas, le membre du personnel, en apposant sa signature, donne explicitement son accord à la récupération de la subvention-traitement afférente à ce jour d'absence.

Le PO ou l'établissement est invité à vérifier, via les listings de paiement, que les déclarations d'ANRJ ont bien été prises en compte par le Service ACS-APE. Si tel n'est pas le cas, il convient de contacter au plus tôt le Service.

Attention: ce document collectif ne **dispense PAS de l'envoi habituel des états mensuels**, lesquels doivent également reprendre ces absences.

4.1 Transmission

Le relevé des absences **non réglementairement justifiées** doit être transmis à l'adresse suivante:

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration Générale de l'Enseignement (AGE)
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 7.2)
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES

Remarque: le document ne doit être transmis QUE s'il comporte effectivement des absences non réglementairement justifiées pour un membre du personnel (pas de document vierge).

5. LA DEMANDE DE REMPLACEMENT

5.1. Transmission

5.1.1. Pour les établissements d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'employeur doit suivre la procédure suivante :

- a) Envoi de la demande de remplacement accompagnée des documents requis **par courrier ou par mail (*)** au Service ACS-APE

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration Générale de l'Enseignement
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 7.2)

**Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES**

Si le service ACS-APE accorde l'autorisation, il indique la date de début possible du remplacement.

- b) Après réception de l'autorisation accordée par le service ACS-APE, envoi par mail de la demande de remplacement, accompagnée de l'autorisation, au Service des Désignations de la Direction générale des Personnels de l'Éducation de WBE.

**Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Direction générale des Personnels de l'Éducation de WBE
Service des Désignations
Monsieur Abdellaziz BEZDI
Boulevard du Jardin Botanique 20/22
1000 BRUXELLES
Mail : abdellaziz.bezdi@cfwb.be**

- c) Le Service des Désignations envoie un mail à l'employeur, précisant les coordonnées du (de la) candidat(e) désigné(e).
Une notification de désignation écrite est également envoyée par voie postale.

(*) Les modalités d'envois peuvent être restreintes ou modifiées en fonction de la situation sanitaire.

5.1.2. Pour les établissements d'enseignement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour les réseaux d'enseignement subventionné, la demande accompagnée des documents requis doit être envoyée par courrier ou par mail (*) à l'adresse suivante:

**Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration Générale de l'Enseignement
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 7.2)
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES**

(*) Les modalités d'envois peuvent être restreintes ou modifiées en fonction de la situation sanitaire.

5.2. Conditions d'octroi

Seuls les cas repris au point 5.3. **peuvent** donner lieu à une autorisation de remplacement, à la condition que les pièces justificatives soient jointes à la demande de remplacement.

La procédure reprise ci-après doit être scrupuleusement respectée.

Par ailleurs, les présentes directives annulent et remplacent les dispositions de la circulaire du 1^{er} février 2000 relative à la gestion des remplacements du personnel ACS, APE et dans l'enseignement fondamental.

Dans l'enseignement de Wallonie-Bruxelles-Enseignement (WBE), la désignation des membres du personnel ACS/APE se fait directement par le Service des Désignations de la Direction générale des Personnels de l'Éducation de WBE.

En cas de non-respect de ce point, l'employeur ayant procédé au nouvel engagement sera SEUL responsable de la rémunération de l'ACS/APE ainsi engagé.

Remarques importantes:

Les employeurs veilleront à respecter les règles de priorité prévues par les différents statuts de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que celles relatives à la réforme des titres et fonctions.

D'autre part, il leur appartient d'anticiper leurs besoins de personnel et d'introduire les demandes de remplacement dans les délais afin d'obtenir le plus rapidement possible l'autorisation de remplacement.

Par ailleurs, le contrat de remplacement débutera toujours le premier jour effectif de travail (pas de rétroactivité).

5.3. Cas pouvant donner lieu à une autorisation de remplacement

5.3.1. L'ACS/APE n'a pas pris ses fonctions

Pour le réseau d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles: l'employeur doit suivre le processus repris au point 5.1.1 afin d'obtenir au plus vite une nouvelle dépêche de désignation.

5.3.2. L'ACS/APE démissionne

Documents à envoyer:

- demande de remplacement,
- copie de la lettre de démission,
- document en usage dans l'établissement scolaire notifiant la cessation des fonctions et précisant bien le dernier jour presté (FOND12, CF12, SEC12...).

Remarque: bien que l'autorisation préalable soit requise, vous pouvez utiliser le contrat de travail en lieu et place du contrat de remplacement.
Il s'agit plutôt dans ce cas d'une reprise de poste.

5.3.3. L'ACS/APE est licencié

Documents à envoyer:

- demande de remplacement,
- copie de la lettre de licenciement,
- document en usage dans l'établissement scolaire notifiant la cessation des fonctions et précisant bien le dernier jour de travail presté (FOND12, CF12, SEC12...).

Remarque: bien que l'autorisation préalable soit requise, vous pouvez utiliser le contrat de travail en lieu et place du contrat de remplacement. Il s'agit plutôt dans ce cas d'une reprise de poste.

Veillez noter qu'en cas de licenciement de la part de l'employeur, l'indemnité de rupture est à charge de ce dernier.

5.3.4. L'ACS/APE suspend l'exécution de son contrat de travail

5.3.4.1. Pour raison de maladie:

Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 sont applicables et notamment celles relatives au salaire garanti. Le remplacement ne sera accordé qu'à partir du 31^{ème} jour d'absence de l'ACS/APE.

Documents à envoyer:

- demande de remplacement,
- copie du volet inférieur du certificat médical de "CERTIMED" ou copie du relevé transmis par "CERTIMED".

5.3.4.2. Accident de travail:

Documents à envoyer:

- demande de remplacement,
- copie de la reconnaissance d'accident de travail

Le remplacement pourra être accordé au plus tôt à la date de la reconnaissance de l'accident de travail (par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les agents de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles ou par l'organisme assureur choisi par le PO pour les agents de l'enseignement subventionné).

5.3.4.3. Congé de maternité:

En application de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, le congé de maternité, d'une durée totale de 15 semaines (ou 17 en cas de naissance multiple) peut débuter à partir de la sixième semaine précédant la **date présumée** d'accouchement (ou à partir de la huitième semaine en cas de naissance multiple).

Remarque:

- Depuis le 1^{er} mars 2020, lorsqu'une travailleuse est en congé de maladie avant son congé de maternité, le congé de maladie **n'est plus** transformé en congé de maternité à concurrence de 6 semaines avant le jour de naissance de l'enfant.
- **Lorsque la travailleuse est en congé de maladie après son congé de maternité, elle bénéficie de 30 jours calendrier de salaire garanti et cela même s'il n'y a aucune reprise des fonctions.**

Il n'y aura donc pas d'autorisation de remplacement pour cette période durant laquelle un salaire garanti est versé à l'ACS-APE.

Documents à envoyer:

- demande de remplacement,
- certificat médical attestant la date présumée d'accouchement,
- dès la naissance, extrait d'acte de naissance de l'enfant.

Remarque: en application de la loi-programme du 22 décembre 2008, la travailleuse a le droit, si elle peut reporter au moins deux semaines de congé prénatal après les 9 semaines obligatoires, organiser les deux dernières semaines du congé de maternité en **jours de congé de repos postnatal** à prendre dans les 8 semaines qui suivent la période obligatoire de congé postnatal (les 9 semaines obligatoires).

5.3.4.4. Ecartement prophylactique dans le cadre de la protection de la maternité (uniquement si d'autres tâches ne peuvent être confiées):

Documents à envoyer:

- demande de remplacement,
- avis de la **Médecine du Travail**,
- déclaration de l'employeur par laquelle il atteste n'avoir **aucune autre tâche** à confier à son agent (modèle en annexe).

Pour rappel, dans le cas où l'employeur décide d'affecter la travailleuse à d'autres tâches au sein de son établissement, **aucun remplacement** ne sera autorisé (le salaire restant dû à la travailleuse écartée et les montants budgétaires n'étant pas suffisants).

5.3.4.5. Interruption de carrière complète:

Le remplacement ne pourra être autorisé que si l'interruption de carrière est *complète* (c'est-à-dire pour toute la charge reprise sur la dépêche).

Document à envoyer:

- demande de remplacement;
- document justificatif relatif à l'interruption (demande de l'agent et accord du PO)

5.3.4.6. Congé en vue de l'adoption:

Documents à envoyer:

- preuve de l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers (attention: l'âge de l'enfant doit absolument y être indiqué; la durée du congé varie en effet selon l'âge de l'enfant);
- copie de la notification de l'avertissement, remise par le travailleur au moins un mois à l'avance à son employeur, mentionnant les dates de début et de fin du congé d'adoption;
- demande de remplacement.

Pendant les trois premiers jours d'absence, le membre du personnel maintient son droit à la rémunération; le remplacement ne sera donc accordé qu'à partir du premier jour ouvrable suivant cette période de 3 jours.

6. INFORMATIONS GENERALES

6.1. Déclaration DIMONA, documents ONEM et mutuelle

Depuis le 1^e janvier 2016, les formalités en matière de DIMONA et de déclaration des risques sociaux (C78.3, C131B...) se font par voie électronique via une application en ligne appelée "DDRS". Afin de vous aider, plusieurs circulaires utiles ont été publiées (5498 du 26/11/15, 5534 du 17/12/15, 5574 du 22/01/16, 5704 du 04/05/16 et 5984 du 12/12/16) ainsi qu'un guide d'utilisation disponible via l'application DDRS.

La déclaration DIMONA doit se faire, pour tous les membres du personnel rémunérés par la Communauté française dans les réseaux d'enseignement organisé et subventionné, sur le numéro ONSS du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles secteur enseignement 000370539.

Tous les lieux d'affectation où le membre du personnel exerce ses fonctions et qui sont ceux indiqués sur la dépêche ministérielle doivent faire l'objet d'une déclaration DIMONA et ce par chaque établissement où il est en fonction.

Il est particulièrement important de n'utiliser que ce numéro ONSS employeur 000370539 (numéro d'entreprise 0220916609) sur l'ensemble des documents officiels électroniques ou non (Dimona, C4, C131b, documents mutuelle...) rédigés pour les ACS/APE rémunérés par le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin de garantir l'assurabilité sociale du personnel ACS/APE.

Identification de l'employeur (à mentionner sur l'ensemble des documents ou déjà précomplétés dans l'application DDRS):

Dénomination de l'employeur ou de l'entreprise: **le nom de l'employeur réel (PO, établissement...)**

Adresse: **adresse de l'employeur réel**

Numéro d'immatriculation ONSS: **000370539**

Numéro unique d'entreprise: **0220916609**

Pour accéder à l'application DDRS, il y a lieu de s'y connecter avec son adresse mail administrative composée à partir du numéro FASE (eg. ecxxxxx@adm.cfwb.be).

6.2. Allocations familiales

Pour les APE (Région wallonne):

Pour l'octroi des allocations familiales, l'agent doit signaler les changements intervenus dans sa situation professionnelle à **FAMIWAL** (contact: 0800/13.008). Pour la liste des bureaux régionaux, veuillez consulter le site <https://www.famiwal.be>

Pour les ACS (Région Bruxelles-Capitale):

Pour l'octroi des allocations familiales, l'agent doit signaler les changements intervenus dans sa situation professionnelle à **FAMIRIS**, sis rue de Trèves 70 à 1000 Bruxelles (téléphone: 0800/35.950).

Site : <https://famiris.brussels/fr/contact/>

6.3. Ancienneté pécuniaire

L'agent qui souhaite faire valoir une certaine ancienneté pécuniaire doit faire la preuve de celle-ci en:

- complétant le document récapitulatif des services antérieurs valorisables pour l'ancienneté pécuniaire repris en annexe (SA-1);
- fournissant les attestations des services rendus dans l'enseignement ou dans un autre service public (en qualité de temporaire, définitif, CST, TCT, ...).

Aucune ancienneté pécuniaire ne pourra être comptabilisée en cas de non réception de ces attestations.

6.4. Diplôme perdu

Si l'établissement qui a délivré le diplôme n'existe plus, il y a lieu de s'adresser au:

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles - AGE
Direction générale de l'enseignement obligatoire
Bâtiment Lavallée II - Rue Adolphe Lavallée 1
1080 BRUXELLES

Contact: duplicata.sec@cfwb.be

Toutes les informations relatives à l'homologation et à la perte de diplômes et titres se trouvent sur le site www.enseignement.be.

6.5. Equivalence de diplôme

S'adresser,

- **pour l'enseignement obligatoire:**

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles – AGE
D.G.E.O. - Service des Équivalences
Rue Adolphe Lavallée 1
1080 Bruxelles

Adresse visite: Rue Courtois 4 - 1080 Bruxelles

Téléphone (tous les jours ouvrables de 10h à 12h et de 14h à 16h): 02/690.86.86

Contact: equi.oblig@cfwb.be

- pour l'enseignement supérieur:

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles – AGE
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique
Service de la Reconnaissance académique et professionnelle des diplômes étrangers
Rue Adolphe Lavallée 1
5ème étage
1080 BRUXELLES

Contact: equi.sup@cfwb.be

Toutes les informations relatives à l'homologation et à la perte de diplômes et titres se trouvent sur le site www.enseignement.be.

7. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

7.1. Courrier

Le **dossier administratif et pécuniaire** de l'ACS/APE doit être envoyé à l'adresse suivante:

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration Générale de l'Enseignement (AGE)
Service ACS-APE
Nom de l'agent traitant (voir point 7.2)
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES

Il est important de faire figurer précisément le nom de l'agent traitant sur l'enveloppe afin de faciliter et d'accélérer le traitement des dossiers.

Les Pouvoirs organisateurs, les Directions d'établissement et les Chefs d'établissement sont la première autorité à laquelle doivent s'adresser les membres du personnel qui rencontrent un problème dans le traitement de leur dossier.

Aussi, toute demande des ACS/APE auprès du Service ACS-APE doit être précédée par une demande auprès du PO, de la Direction de l'école, du Chef d'établissement.

Par ailleurs, il est rappelé que les employeurs ont désormais la possibilité de disposer d'un extrait de paie annuel et d'un extrait de paie mensuel pour tous les membres de leur personnel (www.gesper.cfwb.be).

Ces modalités d'accès sont reprises dans la circulaire n°1603 du 1^{er} septembre 2006.

De plus, les membres du personnel ont accès à leur propre fiche de paie, via le nouveau système « Mon espace », voir circulaire 7043 du 21/03/2019.

Rappel:

Chaque établissement dispose d'une **adresse mail administrative** composée à partir de son numéro FASE. Il s'agit d'une adresse protégée par laquelle vous recevez notamment les messages d'avertissement de publications de nouvelles circulaires (voir circulaires 4274, 1335 et 4363).

Nous vous rappelons donc de régulièrement consulter cette adresse email et **de n'utiliser que celle-ci** lors de vos contacts avec l'Administration.

7.2. Contacts téléphoniques

Tout renseignement relatif à l'engagement ou au dossier administratif et pécuniaire de l'ACS/APE peut être obtenue auprès des personnes reprises ci-dessous, de **10h00 à 12h00 UNIQUEMENT**.

Directeur	Bernard VERKERCKE bernard.verkercke@cfwb.be	
Collaborateur administratif	Eloi OGBONI eloi.ogboni@cfwb.be	Tel : 02/413.30.40

Dossiers relatifs aux ACS – APE

Pour les établissements d'enseignement (dont l'enseignement spécialisé)		
Région de Bruxelles-Capitale, y compris les écoles en encadrement différencié (Ex-ZEP)	Monsieur DEWANDELEER olivier.dewandeleer@cfwb.be	Tel: 02/413.27.82
Province de Brabant wallon	Madame HARRAK ihesan.harrak@cfwb.be	Tel: 02/413.41.31
Province de Hainaut	Madame ENCINAS anna.encinas@cfwb.be	Tel: 02/413.27.99
Province de Liège	Madame VINCENT cecile.vincent@cfwb.be	Tel: 02/413.27.96
Province de Luxembourg	Madame HARRAK ihesan.harrak@cfwb.be	Tel: 02/413.41.31
Province de Namur	Monsieur GUIGNARD karl.guignard@cfwb.be	Tel: 02/413.21.62
Pour les organismes (autres que les établissements d'enseignement)		
CECP, SEGEC, FELSI, CPEONS, ...	Madame HARRAK ihesan.harrak@cfwb.be	Tel: 02/413.41.31

Remarque: Pour la gestion des **puéricultrices ACS/APE**, se référer à la circulaire relative à l'engagement de puéricultrices ACS/APE dans l'enseignement fondamental ordinaire pour l'année scolaire 2022-2023.

7.3. Jours et heures de visite

Si vous souhaitez rencontrer un responsable sur place, le service ACS-APE-PTP est accessible aux visiteurs, le cas échéant dans le respect des conditions sanitaires en vigueur, **sur rendez-vous exclusivement**.

La prise de rendez-vous se fait de préférence **par e-mail** (voir la liste des contacts au point 7.2 ci-dessus).

Adresse : Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Service ACS-APE-PTP – bureau 1^E139
Boulevard Léopold II 44
1080 Bruxelles

Si l'entrevue physique n'est pas absolument nécessaire, privilégiez les contacts **par e-mail** ou **par téléphone** ou, le cas échéant, **par visio-conférence**, toutes les Directions étant équipées du matériel nécessaire.

Annexes

Vous trouverez ci-après:

- ✓ le tableau des dates limites d'envoi des documents
- ✓ un document d'information d'ACTIRIS (ACS) à destination des employeurs en **Région de Bruxelles-Capitale uniquement**.

Vous trouverez ci-après un exemplaire:

- ∞ de la **page de** transmis pour les ACS/APE
- ∞ du **formulaire des données signalétiques complémentaires**;
- ∞ du **contrat de travail, de l'avenant au contrat de travail** et du **contrat de travail de remplacement** pour les postes ACS ou APE ;
- ∞ du **formulaire C4** pré-rempli avec le numéro employeur du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (*) ;
- ∞ de **l'état mensuel des prestations**;
- ∞ de la **déclaration de l'employeur en cas d'écartement de la femme enceinte ou allaitante**;
- ∞ de la **déclaration en matière de précompte professionnel** (pour le personnel **marié** ou **cohabitant légal** uniquement);
- ∞ de la **demande de remplacement**;
- ∞ de la **demande d'allocation de foyer**;
- ∞ du **document récapitulatif de services antérieurs rendus (SA-1)**;
- ∞ du **relevé mensuel des absences non réglementairement justifiées (pour motif de grève et pour motif autre que la grève)**. Dernière version téléchargeable sur ONEM

Remarque :

Il vous appartiendra de reproduire ces modèles de documents; aucun autre exemplaire ne vous sera transmis, même en cas d'autorisation de remplacement.

Vous trouverez également un extrait de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles.

(*) Veillez vérifier sur le site de l'ONEM si une version plus récente du document est disponible.

Aides à la Promotion de l'Emploi (APE) - Agents contractuels subventionnés (ACS)

Transmis au Service ACS-APE Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Employeur:

Adresse:

Tél:

E-mail:.....

Etablissements(*)	N° FASE	N° ECOT (10 chiffres)	N° DIMONA

* Indiquez TOUS les établissements pour lesquels vous êtes tenus d'introduire un encodage DIMONA

Nom de l'agent traitant: tél.:

(Au sein de l'établissement ou du PO)

E-mail:

Dossier administratif et pécuniaire de:

Nom, prénoms:.....

Matricule (11 chiffres): N° Registre national:

(Obligatoire sauf si nouvel engagement)

(Obligatoire)

Fonction: Poste:

Charge-horaire : temps plein 1/2 temps

Liste des documents à joindre

- copie de la dépêche ministérielle ou de l'autorisation de remplacement
- copie de la dépêche de désignation ou de la désignation pour le remplacement (ens. organisé par la FWB)
- un exemplaire du contrat de travail (formulaire C201.3 du **Ministère de la CF**)
- l'état de droit APE du FOREM ou le document A6 d'ACTIRIS
- demande d'avance
- le formulaire des données signalétiques complémentaires
- composition de ménage*
- extrait de casier judiciaire (**modèle 596.2**)
- document de l'organisme financier reprenant le n° de compte personnel de l'agent
- copie des diplômes ou titres (ou attestation provisoire) *
- déclaration – attribution de la réduction pour charges de famille
- demande d'allocation de foyer (uniquement pour les cas y donnant droit (Décret du 4/5/2005))
- attestations des services rendus dans l'enseignement ou autres services publics + récapitulatif SA-1

* Les documents marqués d'un astérisque ne seront transmis que lors de la 1ère entrée en fonction en qualité d'agent ACS-APE.

Cadre réservé à l'Administration

Dossier reçu le _____ Visa de l'agent :

Aides à la Promotion de l'Emploi (APE) - Agents contractuels subventionnés (ACS)

Données signalétiques complémentaires relatives au membre du personnel.

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

1. ETAT CIVIL*

célibataire - marié(e) - cohabitant(e) légal(e) - cohabitant(e) de fait - divorcé(e) - séparé(e) de corps - séparé(e) de fait - veuf(ve)

2. CONJOINT OU COHABITANT LEGAL* (handicapé/non handicapé)

NOM : **Prénom :**

Né(e) à (ville et pays) :

- A charge (ne perçoit aucun revenu prof. propre ni d'allocations de chômage, de pension, d'indemnité de mutuelle)
- Pas à charge
- Pas à charge (mais perçoit un revenu prof. propre qui ne dépasse pas 3410,00 € nets par an (en 2021))

3. AUTRES MEMBRES FAISANT PARTIE DU MENAGE DU MEMBRE DU PERSONNEL*

Nom	Prénom	Sexe M/F	Nationalité	Lien de parenté	Date et lieu de naissance (ville et pays)	A charge*	Handicapé*	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	
						OUI / NON	OUI / NON	

*Veuillez biffer la mention inutile

Remarque:

- N'oubliez pas de **joindre une composition de ménage.**
- Toutes les données personnelles vous concernant sont destinées à l'usage interne, et ce, conformément à la loi du 08.12.1992 relative à la protection de la vie privée. Conformément à la loi précitée, les membres du personnel disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et, dans une certaine mesure, de suppression des données qui les concernent. Pour l'exercer, ils doivent s'adresser au service ACS-APE.
- Par ailleurs, le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE dit règlement général sur la protection des données est d'application.

APPLICATION DU REGLEMENT EUROPEEN N° 1408/71 Du 14 juin 1971

Cadre réservé au membre du personnel résidant dans un autre état européen exerçant des fonctions dans l'enseignement en Belgique et ayant simultanément une activité rémunérée dans son pays de résidence

- Date de début de l'activité dans le pays de résidence :
- Dénomination et adresse de la caisse de sécurité sociale de cet employeur :
-
- Référence :

Aides à la **P**romotion de l'**E**mploi

CONTRAT DE TRAVAIL

Convention : APE-ENSEIGNEMENT
2023

Année scolaire: 2022-

Poste n° : RW

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (FOREM) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

Ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

Et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

Ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

Engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer la(les) fonctions suivantes :

Dénomination de la fonction	N° Primoweb

À (LIEU DE TRAVAIL)

Dans le cadre de la convention APE-ENSEIGNEMENT (année scolaire 2022-2023), poste n° RW....., en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand.

Les activités consistent en

Le travailleur est titulaire du (des) diplôme(s) et(ou) certificat(s) suivant(s):

Dénomination	N° Primoweb

Le contrat est conclu pour une durée déterminée, du au

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.

La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à

- ½ temps (*)
- temps plein (*)

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif.

La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine.

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :

- soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
- soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **CERTIMED** »).

(*) Biffer la mention inutile.

Dressé à, le

En 3 exemplaires originaux :

- un destiné au travailleur
- un destiné à l'employeur
- un destiné au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'Employeur,
(Nom + prénom)

Le Travailleur,
(Nom + prénom)

Aides à la Promotion de l'Emploi

AVENANT AU CONTRAT DE TRAVAIL

Convention: APE-ENSEIGNEMENT

Année scolaire

Poste n°: RW

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR):

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM):

Ci-après dénommé "EMPLOYEUR", d'une part,

Et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT):

(ADRESSE):

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE):

(NATIONALITE): (SEXE):

Ci-après dénommé "TRAVAILLEUR", d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article: les mots

sont remplacés par

Dressé à, le

En 3 exemplaires originaux :

- un destiné au travailleur
- un destiné à l'employeur
- un destiné au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Aides à la **P**romotion de l'**E**mploi

CONTRAT DE TRAVAIL DE REMPLACEMENT

Convention : APE-ENSEIGNEMENT

Année scolaire

Poste n° : RW

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (FOREM) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

.....

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

.....

Ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

Et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

Ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

.....

Engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer la (les) fonctions suivante(s)

Dénomination de la fonction	N° Primoweb

Dans le cadre de la convention **APE-ENSEIGNEMENT (année 2022-2023)**, poste n° RW, en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand et ce, afin de pourvoir au remplacement de dont le contrat a été suspendu pour cause de

Les activités consistent en

.....

Le travailleur est titulaire du (des) diplôme(s) et(ou) certificat(s) suivant(s):

Dénomination	N° Primoweb

Le contrat est conclu pour une durée déterminée à partir du

Il est expressément convenu que le présent contrat de remplacement prend fin sans indemnités ni préavis au terme de l'absence dont le motif est précisé ci-dessus ainsi qu'en cas de retour du membre du personnel remplacé ou en cas de rupture du lien de travail, et au plus tard à la date de fin de la période d'engagement figurant sur la dépêche ministérielle.

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.
La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif.

La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine.

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur:

- soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
- soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **CERTIMED** »).

(*) Biffer la mention inutile

Dressé à, le

En 3 exemplaires originaux :

- un destiné au travailleur
- un destiné à l'employeur
- un destiné au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Agents Contractuels Subventionnés

CONTRAT DE TRAVAIL

Convention : RB 2004 Année scolaire 2022-2023

Poste n° : RB

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (ACTIRIS) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer la(les) fonctions suivantes :

Dénomination de la fonction	N° Primoweb

à (LIEU DE TRAVAIL)

dans le cadre de la convention **RB 2004 (année 2022-2023)**, poste n° RB....., en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand.

Les activités consistent en

.....

Le travailleur est titulaire du(des) diplôme(s) et(ou) certificat(s) suivant(s):

Dénomination	N° Primoweb

Le contrat est conclu pour une durée déterminée, du au

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.
La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif.
La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine.

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :
soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)
soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« CERTIMED »).

Dressé à, le

En 3 exemplaires originaux :

- un destiné au travailleur
- un destiné à l'employeur
- un destiné au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Agents Contractuels Subventionnés

AVENANT AU CONTRAT DE TRAVAIL

Convention: RB 2004

Année scolaire 2022-2023

Poste n°: RB.....

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR):

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM):

ci-après dénommé "**EMPLOYEUR**", d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT):

(ADRESSE):

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE):

(NATIONALITE): (SEXE):

ci-après dénommé "**TRAVAILLEUR**", d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article: les mots

sont remplacés par

Dressé à, le

En 3 exemplaires originaux :

- un destiné au travailleur
- un destiné à l'employeur
- un destiné au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)

Agents Contractuels Subventionnés

Contrat de travail de remplacement

Convention : RB 2004

Année scolaire 2022-2023

Poste n° : RB

Contrat de travail d'employé « contractuel subventionné » (ACTIRIS) occupé par les pouvoirs publics visés à l'article 93, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 alinéa 2a et b du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988.

Entre,

(NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR) :

REPRESENTE PAR (NOM ET PRENOM) :

ci-après dénommé « **EMPLOYEUR** », d'une part,

et,

(NOM ET PRENOM DE L'AGENT) :

(ADRESSE) :

(LIEU ET DATE DE NAISSANCE) :

(NATIONALITE) : (SEXE) :

ci-après dénommé « **TRAVAILLEUR** », d'autre part,

EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

(NOM DE L'EMPLOYEUR)

engage, en qualité d'employé, le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte, pour exercer la (les) fonction(s) suivante(s)

Dénomination de la fonction	N° Primoweb

dans le cadre de la convention **RB 2004 (année 2022-2023)**, poste n° RB, en vue de l'exécution de tâches relevant du secteur non-marchand et ce, afin de pourvoir au remplacement dedont le contrat a été suspendu pour cause de

Les activités consistent en

Le travailleur est titulaire du(des) diplôme(s) et(ou) certificat(s) suivant(s):

Dénomination	N° Primoweb

Le contrat est conclu pour une durée déterminée à partir du

Il est expressément convenu que le présent contrat de remplacement prend fin sans indemnités ni préavis au terme de l'absence dont le motif est précisé ci-dessus ainsi qu'en cas de retour du membre du personnel remplacé ou en cas de rupture du lien de travail, et au plus tard à la date de fin de la période d'engagement figurant sur la dépêche ministérielle.

Article 2 : Toutes les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Article 3 : La rémunération du travailleur est fixée à € bruts par mois.
La rémunération ainsi fixée est au moins égale au traitement octroyé à un membre du personnel de la Communauté française pour la même fonction, en ce compris les augmentations barémiques qui y sont liées.

La rémunération est versée par la Communauté française, par virement au compte :

Intitulé du compte

N° IBAN BE

Article 4 : Le contrat de travail est conclu à - ½ temps (*)
- temps plein (*).

Article 5 : La durée de travail des travailleurs aux fonctions éducatives correspond à celle des agents nommés à titre définitif.

La durée de travail des autres travailleurs est fixée à 38 heures semaine.

Article 6 : En ce qui concerne le congé annuel, le travailleur bénéficie du même régime que celui applicable au personnel engagé par l'employeur :

soit du régime des agents de la Communauté française ; (*)

soit du régime de congé annuel des salariés. (*)

Article 7 : En ce qui concerne les modalités du contrôle des absences pour maladie ou infirmité, le travailleur est soumis aux mêmes modalités que celles applicables aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (« **CERTIMED** »).

(*) biffer la mention inutile

Dressé à, le

En 3 exemplaires originaux :

- un destiné au travailleur
- un destiné à l'employeur
- un destiné au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'Employeur,

Le Travailleur,

(Nom + prénom)

(Nom + prénom)



Le travailleur qui veut bénéficier des allocations doit immédiatement introduire ce formulaire auprès de son organisme de paiement à l'issue de la période couverte par une rémunération.
Le travailleur qui reçoit une indemnité en raison de la fin du contrat de travail doit s'inscrire immédiatement après la rupture comme demandeur d'emploi auprès du service régional de l'emploi compétent dans la Région de son domicile (voir la feuille info T74).

A compléter par l'organisme de paiement

cachet dateur OP 1^{ère} demande DJI CC ____/____/____ cachet dateur BC

RUBRIQUE I - A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

La feuille info n° E14 (www.onem.be → documentation) vous explique quand et comment vous devez compléter ce formulaire.

TRAVAILLEUR: _____ / _____ - _____ NOM et prénom
 NISS (voir verso carte d'identité) _____

EMPLOYEUR: _____ nom ou raison sociale
 _____ catégorie employeur
 _____ [_____ (1)] _____
 _____ commission paritaire
 _____ adresse

0 2 2 0 9 1 6 6 0 9
numéro d'entreprise
0 0 0 3 7 0 5 3 9 (1)
numéro ONSS

PARTIE A - DONNEES CONCERNANT L'OCCUPATION

Date de début de l'occupation : ____/____/____ **Date d'entrée en service :** ____/____/____

Date de fin de l'occupation : ____/____/____ **Code travailleur :** ____ **Statut:** ____ (2)

Mesure de promotion de l'emploi : ____ (3)

Les cotisations ONSS, secteur chômage, ont été prélevées sur le salaire n'ont pas été prélevées sur le salaire et ne seront pas versées.
 n'ont pas été retenues sur le salaire, mais seront versées si l'agent statutaire satisfait à une des conditions visées à l'art. 9 de la loi du 20.07.1991
 par le Ministère de la Défense nationale sous les conditions de l'art. 15 de la

loi du

Q (4) = _____, durée hebdomadaire moyenne de travail du travailleur, y compris le repos compensatoire rémunéré dans le cadre d'une réduction de la durée du travail

S (4) = _____, durée hebdomadaire moyenne de travail du travailleur à temps plein, y compris le repos compensatoire rémunéré dans le cadre d'une réduction de la durée du travail

- **Salaire brut moyen théorique** _____ EUR
 - par heure
 - par mois
 - par jour (forfaitaire semaine 6 jours)
 - par semaine
 - par trimestre (rémunéré à la tâche ou à la pièce)
 - par année (pour des rémunérations à la commission et pour les fonctionnaires)
 - par cycle de _____
 - à la tâche (cachet) dans le cadre d'un contrat de travail portant sur l'exercice d'une activité artistique (5)
 - soumis à la sécurité sociale des travailleurs salariés en vertu de l'article 1bis de la loi du 27.06.1969 (réservé aux activités artistiques) (5)
- Nombre de jours ou d'heures de **vacances** rémunérés légaux (y compris les vacances supplémentaires art. 17bis loi 28.06.1971) pendant cette occupation et depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours :
 - travailleur à temps plein : ____ , ____ jours de vacances (régime 6 jours) (6)
 - travailleur à temps partiel : ____ , ____ heures de vacances.
- A compléter uniquement pour un travailleur occupé auprès des **pouvoirs publics** : **régime de vacances** : secteur public secteur privé
- Le travailleur a-t-il éventuellement droit au paiement d'un jour férié légal ou d'un jour de remplacement d'un jour férié situé après la fin du contrat de travail ?
 - non oui : ____/____/____ ; ____/____/____ ; ____/____/____ ; ____/____/____ (7)
- Suite à des heures supplémentaires (rémunéré ou non) ou suite à des heures supplémentaires à la fin du contrat de travail ou à la fin de la période couverte par l'indemnité de congé, le travailleur a encore droit à un salaire : non oui, pour _____ jour(s)

PARTIE B - DECLARATIONS TRIMESTRIELLES ONSS NON ENCORE DECLAREES OU ACCEPTEES

Vous cochez : - s'il y a eu ou non des interruptions (8) dans des trimestres ONSS non encore déclarés ou non encore acceptés ;
 - si les prestations du travailleur à temps partiel dans des trimestres ONSS non encore déclarés ou non encore acceptés, diffèrent du facteur Q (mentionné dans la Partie A), par exemple à la suite d'heures supplémentaires ou complémentaires sans repos compensatoire ou à une modification du facteur Q ;

Date de début trimestre	Date de fin trimestre	Interruption ou fluctuation du facteur Q	
Du ____/____/____	au ____/____/____	Interruption (8)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *
		heures à temps partiel ≠ Q:	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *
Du ____/____/____	au ____/____/____	Interruption (8)	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *
		heures à temps partiel ≠ Q:	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI *

* Si vous avez coché 'oui', joignez une ou plusieurs ANNEXE(S)-C4-CERTIFICAT DE TRAVAIL.

1. Depuis le 01.01.2017, l'ORPSS et l'ONSS ont fusionné. Si vous êtes une administration provinciale ou locale, vous complétez votre numéro ONSS qui comporte 9 chiffres. Dans le cas contraire, votre numéro ONSS comporte 8 chiffres.

2. Uniquement mentionner la lettre D pour un travailleur à domicile.

3. Mentionnez le code 2 pour une occupation comme PTP, un poste de travail reconnu et SINE, le code 4 pour une occupation comme TCT et le code 21 pour une occupation FBI auprès d'une autorité locale.

4. Complétez le nombre d'heures en décimales, en divisant les minutes par 60 (2 chiffres après la virgule seulement). Ex. : 7 heures 40 minutes = 7,66. Plus d'infos dans la feuille info n° E14.

5. Dans ce cas, mentionnez le salaire brut total pour la prestation.

6. Pour les travailleurs à temps plein: nombre de jours de vacances x 6/R (nombre de jours par semaine du régime de travail). Arrondissez à l'unité ou à la demi-unité la plus proche, ex 2,4 devient 2,5 et 4,2 devient 4. Pour les travailleurs à temps partiel, vous mentionnez les heures jusqu'à 2 chiffres après la virgule. Vous trouverez plus d'infos dans la feuille info n° E14.

7. Complétez cette rubrique dans tous les cas. Si un jour férié légal (ou un jour de remplacement d'un jour férié) se situe dans la période suivant la fin du contrat de travail, cochez « oui » et indiquez les jours pour lesquels vous devrez payer une rémunération si le travailleur ne reprend pas le travail. Dans le cas contraire, cochez « non ».

8. Constituent une interruption pendant le trimestre: l'incapacité de travail non couverte par un quelconque salaire, les périodes de protection de remplace, de congé de paternité ou d'adoption, le chômage temporaire, la suspension employés pour manque de travail, les vacances jeunes et les vacances seniors, l'interruption de carrière ou le crédit-temps, les soins d'accueil, les périodes de reprise partielle de travail après maladie, le congé sans solde ou d'autres absences non rémunérées après les 10 premiers jours par année calendrier (les jours de congé sans solde ou d'absences non rémunérées concernent les codes 22, 24, 25, 26 et 30 de la déclaration DMFA (APL)).
 Les jours de grève ou de lock-out et les jours d'absence non rémunérés pour suivre des cours dans le cadre de la "promotion sociale" ou pour exercer une charge de juge ou de conseiller aux affaires sociales ne constituent pas une interruption et ne sont donc pas pris en compte pour le calcul des 10 jours par année calendrier. Vous trouverez plus d'infos dans la feuille info n° E14.

PARTIE C - DONNEES CONCERNANT LA FAÇON DONT L'OCCUPATION A PRIS FIN (lisez la feuille info E14 – voir www.onem.be → documentation)

Le contrat de travail a pris fin (cochez plusieurs cases si nécessaire) :

1. par **préavis par l'employeur**, qui a été
 - envoyé par lettre recommandée le ____ / ____ / _____
 - notifié par exploit d'huissier le ____ / ____ / _____
2. par **rupture par l'employeur** le ____ / ____ / _____
3. par le **travailleur** (abandon volontaire de travail) le ____ / ____ / _____
4. de **commun accord** entre l'employeur et le travailleur le ____ / ____ / _____
5. pour **force majeure**, invoquée le ____ / ____ / _____ par l'employeur le travailleur
6. vu que le contrat de travail pour une **durée déterminée** a pris fin
7. vu que le contrat de travail pour un travail **déterminé** a pris fin

Motif précis du chômage (à compléter uniquement dans les situations 1, 2, 4 et 5):

PARTIE D - DONNEES CONCERNANT L'INDEMNITE PAYEE EN RAISON DE LA FIN DE L'OCCUPATION (lisez la feuille info E14 – voir www.onem.be)

L'indemnité / les indemnités suivante(s) a / ont été payée(s) (cochez plusieurs cases si nécessaire) :

1. **Le salaire normal pendant le délai de préavis**
 - A. Ce délai couvre la période du ____ / ____ / _____ au ____ / ____ / _____ inclus.
 Pour déterminer le délai de préavis, il a été tenu compte d'une ancienneté à partir du ____ / ____ / _____
 - Le travailleur a de l'ancienneté qui se situe partiellement avant 2014 (ne pas compléter dans certains cas – lisez la feuille info E14) :
 Le délai de préavis est calculé en additionnant **a** et **b**:
 - a. L'ancienneté à partir du ____ / ____ / _____ jusqu'au 31.12.2013 inclus donne droit à un délai de préavis de jours/mois ⁽¹⁾
 - b. L'ancienneté à partir du 01.01.2014 jusqu'au ____ / ____ / _____ inclus donne droit à un délai de préavis de semaines.
 - B. Ce délai a été suspendu et donc prolongé jusqu'au ____ / ____ / _____ inclus
 Motif: vacances incapacité de travail chômage temporaire autre:
 - Ce délai n'a pas été suspendu
 - C. Pendant le délai de préavis, le travailleur a été dispensé entièrement ou partiellement des prestations.
 - non oui, le premier jour de dispense de prestations pendant le délai de préavis était le ____ / ____ / _____
2. **Une indemnité de congé** ⁽²⁾
 - A. Cette indemnité couvre la période (sans tenir compte d'une éventuelle réduction visée à la deuxième case),
 du ____ / ____ / _____ au ____ / ____ / _____ inclus (= période X)
 Pour déterminer l'indemnité de congé, il a été tenu compte d'une ancienneté à partir du ____ / ____ / _____
 - Le travailleur a de l'ancienneté qui se situe partiellement avant 2014 (ne pas compléter dans certains cas – lisez la feuille info E14) :
 La période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (= sans tenir compte de l'indemnité de reclassement) est calculée en additionnant **a** et **b**:
 - a. L'ancienneté à partir du ____ / ____ / _____ jusqu'au 31.12.2013 inclus donne droit à une indemnité de congé de jours/mois ⁽¹⁾
 - b. L'ancienneté à partir du 01.01.2014 jusqu'au ____ / ____ / _____ inclus donne droit à une indemnité de congé de semaines
 - B. La période couverte par l'indemnité de congé a été réduite de 4 semaines / jours en raison d'un outplacement au sens du chapitre V, section 1 de la loi du 05.09.2001 (concerne la période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (avec un délai de préavis éventuellement presté partiellement) d'au moins 30 semaines. (= période Y)
 - C. Le contrat de travail a été rompu pendant une période d'incapacité au travail suite à de la maladie ou un accident prenant cours après la notification d'un délai de préavis :
 La période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (= sans tenir compte de l'indemnité de reclassement) a été réduite des jours de salaire garanti payé à partir du début de la période d'incapacité au travail suite à de la maladie ou un accident en cours, à savoir jours calendriers. (= période Z)

(1) Biffez ce qui ne convient pas

(2) Indemnité de rupture calculée sur le salaire normal (y compris l'indemnité de reclassement éventuelle prévue par l'art. 36 de la loi du 23.12.2005 relative au pacte de solidarité entre les générations)

Je déclare sur l'honneur que la présente déclaration en RUBRIQUE I est sincère et complète.

date ____ / ____ / _____

signature de l'employeur

N° registre national (NISS) _____ / _____ - _____

D. Une indemnité de reclassement a été payée:

Montant de l'indemnité de reclassement: EUR

Période couverte par l'indemnité de congé ordinaire (= sans tenir compte de l'indemnité de reclassement):

Du ____ / ____ / _____ au ____ / ____ / _____ inclus

Montant de l'indemnité de congé: EUR

E. La période couverte par l'indemnité de congé (voir période X) a été réduite suite à l'application de la deuxième (voir période Y) et/ou de la troisième (voir période Z) case du point 2.

Cette indemnité de congé réduite couvre la période du ____ / ____ / _____ au ____ / ____ / _____ inclus.

3. A. une autre indemnité payée en raison de la fin du contrat de travail (autre que le délai de préavis ou indemnité de congé ordinaire), plus précisément:

une indemnité d'éviction

une indemnité dans le cadre d'une clause de non-concurrence

une indemnité octroyée alors que le travailleur a abandonné l'emploi ou a mis fin au contrat en commun accord avec l'employeur.
Ceci ne concerne pas la situation d'un licenciement par l'employeur, après concertation des travailleurs, dans le cadre d'un plan social en cas de restructuration.

B. Cette indemnité

couvre une période, à savoir du ____ / ____ / _____ au ____ / ____ / _____ inclus

est payée sous forme d'une somme

Montant : EUR (à l'exclusion d'un pécule de vacances ou d'une prime de fin d'année éventuelle).

Remarques :

PARTIE E - DONNEES PACTE GENERATIONS - ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS

Je ne complète pas cette partie étant donné que je ne tombe pas sous la loi CCT du 05.12.1968 ou parce que je dépends de la commission paritaire 328, 328.01, 328.02 ou 328.03 (transport urbain et régional).

Dans ce cas, je signe uniquement ma déclaration.

1. La fin du contrat de travail est la conséquence d'un licenciement ?

OUI **Passez à la question 2**

NON **Passez à la question 4**

2. J'ai créé une cellule pour l'emploi ou j'y participe ?

OUI **Complétez un formulaire annexe-C4-pacte générations**

NON **Passez à la question 3**

3. Le travailleur a, à la date du licenciement, ≥ 45 ans et au moins 1 an d'ancienneté et n'a pas droit à un délai de préavis ou à une indemnité de congé de minimum 30 semaines?

OUI **Complétez un formulaire annexe-C4-pacte générations**

NON **Passez à la question 4**

4. Je (ou un fonds) paie une indemnité complémentaire au travailleur sur laquelle il n'y a pas de cotisations salariales redevables pour l'ONSS?

OUI **Complétez un formulaire annexe-C4-pacte générations**

NON **Signez cette déclaration**

Je déclare sur l'honneur que la présente déclaration en RUBRIQUE I est sincère et complète.

date

nom et signature de l'employeur ou de son délégué

cachet de l'employeur

RUBRIQUE II - A COMPLETER PAR LE TRAVAILLEUR

Important : A la fin de la période couverte par une rémunération ou une indemnité de congé, présentez-vous muni de ce formulaire auprès de votre organisme de paiement (syndicat ou CAPAC), qui vous aidera à compléter cette rubrique. Si vous recevez une indemnité en raison de la fin de votre contrat de travail (telle que indemnité de congé, indemnité en compensation du licenciement ou une autre indemnité visée au point 3 de la partie D), vous devez vous inscrire immédiatement après la rupture comme demandeur d'emploi auprès du service régional de l'emploi compétent pour votre domicile. Prenez connaissance de la feuille-info T74 disponible auprès de votre organisme de paiement ou sur le site internet www.onem.be.

Je demande des allocations de chômage à partir du ____ / ____ / _____ (1)

Je demande le complément d'ancienneté. Je joins le formulaire C126.

Demandez-vous à l'ONEM une indemnité en compensation du licenciement ? (2)

NON

OUI, à la date du ____ / ____ / _____ (3)

Fréquence de paiement souhaitée (4):

paiement unique

paiement par tranches mensuelles

(1) Si vous étiez occupé dans le cadre d'un contrat de travail pour un travail déterminé, joignez une copie de votre contrat de travail.

(2) Uniquement pour les ouvriers (et certains employés) qui satisfont à certaines conditions spécifiques, voir feuille info T145 sur www.onem.be

(3) Indiquez le jour ouvrable qui suit la période couverte par une rémunération ou une indemnité de congé et joignez un formulaire C1 si nécessaire.

(4) Votre choix est irrévocable et définitif.

N° registre national (NISS) _____ / _____ - _____

Si vous n'avez pas encore demandé d'allocations de chômage entre la date à laquelle vous êtes devenu chômeur et ce jour, mentionnez-en le motif ci-dessous :

.....
.....
.....
.....

ANNEXE-C4-GENERATIONS

1. Avez-vous reçu un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE DE GENERATIONS de votre employeur?
 NON
 OUI et je complète la RUBRIQUE II de cette annexe.
2. Percevez-vous une indemnité complémentaire d'un précédent employeur?
 NON
 OUI Voir l'explication en RUBRIQUE I, PARTIE C du FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS que je joins.
 Voir l'explication sur un FORMULAIRE ANNEXE-C4-PACTE GENERATIONS ou sur un FORMULAIRE C4-CERTIFICAT DE CHOMAGE introduit précédemment.

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration en RUBRIQUE II est sincère et complète.

date *signature du travailleur*

Les données sont traitées et conservées dans des fichiers informatiques. Vous trouverez de l'information concernant la protection de ces données dans la brochure de l'ONEM relative à la protection de la vie privée.

ACS ou APE Etat mensuel des prestations (EMP)

(à établir et à envoyer **en cas d'absence uniquement** - hors congés scolaires)

CONVENTION N°: APE-ENSEIGNEMENT / RB 2004 (biffer la mention inutile)

N° DE POSTE:

Nom: **Prénom:**

N° de matricule complet (11 chiffres):

Fonction précise:

Date d'entrée en fonction:

Employeur: (dénomination et adresse complète)

.....

Matricule FASE: **ECOT:**

N° de téléphone:

Année scolaire 2022-2023		Mois :	
1		16	
2		17	
3		18	
4		19	
5		20	
6		21	
7		22	
8		23	
9		24	
10		25	
11		26	
12		27	
13		28	
14		29	
15		30	
		31	

Pour les instructions, voir points 3 et 4 de ces directives. A compléter **avec précision**.

Veuillez indiquer la date de fin de l'absence si celle-ci dépasse le dernier jour de l'état mensuel

Le(s) document(s) justificatif(s) doit(vent) accompagner l'EMP et être transmis au plus tôt au Service ACS-APE du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que le document en usage dans l'établissement (**CF12, SEC12, FOND12, ...**) notifiant la **reprise des fonctions** après une longue absence (maladie de plus de 30 jours, congé de maternité, ...).

Certifié sincère et exact

Signature de l'employeur

Cachet de l'employeur

Cadre réservé à l'Administration

EMP reçu le _____

Visa de l'agent :

APPLICATION DE L'ART. 100, § 1 DE LA LOI RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE SOINS DE SANTE ET INDEMNITES COORDONNEE DU 14.07.1994 ET DE L'ART. 239 – 2° DE L'A.R. DU 4 NOVEMBRE 1963 MODIFIE PAR L'A.R. DU 31 DECEMBRE 1983.

(PRESOMPTION LEGALE DE L'INCAPACITE DE TRAVAIL EN PERIODE DE GROSSESSE OU D'ALLAITEMENT).

DOCUMENT II
DECLARATION DE L'EMPLOYEUR

Je soussigné(e)²,,
employeur de Madame ³,
ai pris connaissance de la décision prise par le médecin du travail, qu'à partir du,
Madame est dans l'impossibilité d'effectuer temporairement son travail
et déclare, conformément à l'article 42 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, ne pouvoir lui confier d'autres
travaux compatibles avec son état.

Date :

Signature :

Cachet de l'employeur :

(joindre l'avis de la Médecine du travail)

² Nom et adresse de l'employeur

³ Prénom, nom de jeune fille et date de naissance de la travailleuse

DECLARATION

Administration de la fiscalité
des entreprises et des revenus

Précompte professionnel – Attribution de la réduction pour charges de famille

(à compléter par les **contribuables mariés ou
cohabitants légaux** avec charges de famille qui
bénéficient tous les deux de revenus professionnels)

Cadre réservé au conjoint/cohabitant légal qui renonce aux réductions

- Je soussigné(e) (nom, prénom, adresse)

.....
NN ou date de naissance : déclare, pour l'application de la
réglementation en matière de précompte professionnel, me désister du bénéfice des
réductions pour charges de famille et opte pour que ces réductions soient accordées à mon
conjoint (nom, prénom)

- Je déclare porter cette décision à la connaissance du ou des débiteurs de mes revenus
professionnels.

Nom et adresse du ou des débiteurs précités :

.....
.....
.....
.....

Date :

Signature

Cadre réservé au conjoint/cohabitant légal qui opte pour les réductions

- Je soussigné(e) (Nom, prénom) NN ou date
de naissance : opte, en ce qui concerne l'application de la
réglementation en matière de précompte professionnel, pour l'attribution des réductions
pour charges de famille.

▪

Date :

Signature

ACS / APE
Demande de remplacement

Convention: APE-ENSEIGNEMENT / RB 2004 (biffer les mentions inutile)

Poste n°:

Année scolaire : 2022-2023

L'APE/ACS:

N° de matricule (obligatoire - 11 chiffres):

Adresse:

Nature du diplôme:

Engagé en qualité de

A partir du: **jusqu'au:**

Dénomination de l'employeur:

Nom du responsable:

Adresse:

N° de téléphone:

E-mail:

• **A démissionné:** dernier jour presté le:

• **A été licencié:** dernier jour presté le:

• **Maladie ou accident vie privée:** du au

• **Congé de maternité:** du au

• **Mesure de protection de la maternité (écartement):** à partir du.....

• **Congé d'écartement suivi du congé de maternité:** du..... au.....

• **Autre:** motif:

- du au

Seules les demandes auxquelles ont été jointes les pièces justificatives seront examinées.

(Pour la transmission et les instructions voir point 5 (demande de remplacement)).

Date:

Cachet et signature de l'employeur ou son délégué

Cadre réservé à l'administration	
Demande reçue le _____	
Vérification:	Visa:

Arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux travailleurs dont le contrat est régi par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure et aux employés qui les occupent.

Article 2. A l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement des obligations civiques ou des missions civiles énumérées ci-après, les travailleurs visés à l'article 1^{er} ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, pour une durée fixée comme suit :

Motifs de l'absence	Durée de l'absence
1° Mariage du travailleur.	Deux jours à choisir par le travailleur dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante.
2° Mariage d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant du travailleur.	Le jour du mariage.
3° Ordination ou entrée au couvent d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du travailleur.	Le jour de la cérémonie.
4° Naissance d'un enfant du travailleur si la filiation de cet enfant est établie à l'égard du père.	A partir du 1 ^{er} janvier 2021, quinze jours à choisir dans les quatre mois à dater du jour d'accouchement. (3 jours à charge de l'employeur – 12 jours à charge de la mutuelle)
4°bis <i>Pour l'application du présent arrêté la personne avec laquelle le travailleur cohabite légalement, comme régi par les articles 1475 et suivants du Code civil, est assimilée au conjoint du travailleur.</i>	
5° Décès du conjoint, d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère ou de la seconde femme du père du travailleur.	Trois jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles.
6° Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, (d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant), d'un gendre ou d'une bru habitant chez le travailleur.	Deux jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles.
7° Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, (d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant), d'un gendre ou d'une bru n'habitant pas chez le travailleur.	Le jour des funérailles.
8° Communion solennelle d'un enfant du travailleur ou de son conjoint.	Le jour de la cérémonie. <i>(Lorsque la communion solennelle coïncide avec un dimanche, un jour férié ou un jour habituel d'inactivité, le travailleur peut s'absenter le jour habituel d'activité qui précède ou suit immédiatement l'événement.)</i>
9° Participation d'un enfant du travailleur ou de son conjoint à la fête de la jeunesse laïque là où elle est organisée.	Le jour de la fête. <i>(Lorsque la fête de la jeunesse laïque coïncide avec un dimanche, un jour férié ou un jour habituel d'inactivité, le travailleur peut s'absenter le jour habituel d'activité qui précède ou suit immédiatement l'événement.)</i>

10° Séjour du travailleur milicien dans un centre de recrutement et de sélection ou dans un hôpital militaire à la suite de son passage dans un centre de recrutement et de sélection.	Le temps nécessaire avec un maximum de trois jours.
10°bis Séjour du travailleur objecteur de conscience au Service de Santé administratif ou dans un des établissements hospitaliers désignés par le Roi, conformément à la législation portant le statut des objecteurs de conscience.	Le temps nécessaire avec un maximum de trois jours.
11° Participation à une réunion d'un conseil de famille convoqué par le juge de paix.	Le temps nécessaire avec un maximum d'un jour.
12° (Participation à un jury, convocation comme témoin devant les tribunaux ou comparution personnelle ordonnée par la juridiction du travail.)	Le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours.
12°bis (Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal ou d'un bureau unique de vote, lors des élections législatives, provinciales et communales.)	Le temps nécessaire.
12°ter (Exercice des fonctions d'assesseur d'un des bureaux principaux lors de l'élection du Parlement européen).	Le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours.
13° (Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal de dépouillement lors des élections législatives, provinciales et communales).	Le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours.
14° L'accueil d'un enfant dans la famille du travailleur dans le cadre d'une adoption.	De 4 à 6 semaines à prendre dans les deux mois qui suivent l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence comme faisant partie de son ménage.

Article 3. L'enfant adoptif ou naturel reconnu est assimilé à l'enfant légitime ou légitimé pour l'application de l'article 2, nos 2, 3, 5, 8 et 9.

Article 4. Le beau-frère, la belle-sœur, le grand-père, la grand-mère, l'arrière-grand-père, l'arrière-grand-mère du conjoint sont assimilés au beau-frère, à la belle-sœur, au grand-père, à la grand-mère, à l'arrière-grand-père, à l'arrière-grand-mère du travailleur pour l'application de l'article 2, 6° et 7°.

Article 4bis. Pour l'application du présent arrêté la personne avec laquelle le travailleur cohabite légalement, comme régi par les articles 1475 et suivants du Code civil, est assimilée au conjoint du travailleur.

Article 5. L'arrêté royal du 23 novembre 1961 relatif au maintien du salaire normal de l'ouvrier pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles est abrogé.

Article 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ALLOCATION DE FOYER

Décret du 4 mai 2005

Désignation de la/du bénéficiaire

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
AGE
Service ACS-APE
Boulevard Léopold II 44
1080 BRUXELLES

Rubr.	Membre du personnel qui introduit la demande	Rubr.	Conjoint ou personne avec qui l'agent cohabite
1	Le (La) soussigné(e) Nom, prénoms :	8	Nom, prénoms :
2	Lieu et date de naissance :	9	Lieu et date de naissance :
3	Adresse personnelle :	10	Adresse personnelle :
4	Établissement :	11	Dénomination de l'employeur :
5	Adresse de l'établissement :	12	Adresse de l'employeur :
6	Fonction :	13	Date d'entrée en fonction :
7	N° de matricule :		

déclare sur l'honneur :

- que les renseignements précités sont sincères et exacts ;
- qu'il/elle communiquera immédiatement toute modification de même que tout changement de l'état civil au moyen d'une nouvelle déclaration établis selon le même modèle ;
- que son conjoint ne bénéficie pas de l'allocation de foyer.

Fait à, le

Signature du membre du personnel introduisant la demande

INFORMATION TRANSMISE PAR ACTIRIS A DESTINATION DES EMPLOYEURS (REGION DE BRUXELLES-CAPITALE UNIQUEMENT)

Chère Madame, Cher Monsieur,
Aux responsables chargé(e)s du recrutement dans les écoles,

Afin d'organiser la rentrée scolaire 2022-2023, le Département Programmes d'emploi et Select Actiris vous rappellent la procédure concernant les offres ACS et PTP.

Le travailleur ayant effectué des prestations dans le secteur de l'enseignement et qui devient chômeur en juillet/août est dispensé d'inscription chez Actiris. Cependant dans le cadre de la reconduction du contrat ACS/PTP, la délivrance par Actiris du formulaire A6 est indispensable pour prouver l'éligibilité aux prochains contrats ACS ou PTP de votre travailleur.

Select Actiris a mis en place une procédure simplifiée d'envoi des formulaires A6 valable toute l'année. Veuillez envoyer vos demandes à : enseignement@actiris.be

1. Reconduction de contrat pour la personne ayant déjà occupé le poste ACS ou PTP

Veuillez transmettre à l'adresse suivante enseignement@actiris.be

- une copie de la dépêche ministérielle ;
- le formulaire d'autorisation (en annexe) signé par votre travailleur.

2. Premier engagement à un poste ACS ou PTP d'un candidat pressenti

Votre candidat doit d'abord vérifier s'il est bien inscrit comme chercheur d'emploi. Si non, il/elle peut le faire via le numéro gratuit au 0800/35 123.

Ensuite, veuillez transmettre à l'adresse enseignement@actiris.be

- une copie de la dépêche ministérielle ;
- le formulaire d'autorisation signé par votre travailleur si c'est l'école qui fait la demande (en pièce jointe)
- le canevas complété de la « Demande de création d'offre d'emploi » (en pièce jointe)

Après vérification que le candidat remplit les conditions ACS/PTP, le conseiller vous envoie par e-mail le document A6.

3. Demande d'engagement à un poste ACS ou PTP sans candidat pressenti

Actiris procède dans ce cas-ci à une présélection de candidats correspondants aux conditions ACS ou PTP. Veuillez envoyer votre demande à : enseignement@actiris.be avec

- une copie de la dépêche ministérielle ;
- le canevas de l'offre d'emploi enseignement complété ;
- le formulaire d'autorisation à signer par le travailleur si c'est l'école qui fait la demande

Pour votre information :

Depuis janvier 2021, Actiris est seul compétent pour vérifier les conditions d'éligibilité PTP et pour déterminer le crédit PTP restant (le formulaire C63.3 n'est plus délivré par l'ONEM).

En cas d'engagement d'une personne ou de réengagement d'une même personne qui a déjà travaillé dans le cadre d'un contrat PTP, l'employeur doit s'adresser auprès d'ACTIRIS pour obtenir le document A6 et pour savoir si le nombre de mois restants peut couvrir, totalement ou partiellement, la période d'engagement prévue. En aucun cas, l'employeur peut faire débiter le contrat PTP avant la délivrance du document A6.

Le chercheur d'emploi qui émarge au CPAS doit également transmettre, à la boîte enseignement@actiris.be, une attestation du CPAS en cours de validité mentionnant les périodes pendant lesquelles il a bénéficié du droit à l'intégration sociale ou de l'aide financière du CPAS. Pour toute information, n'hésitez pas à envoyer un e-mail à la boîte enseignement@actiris.be.

En vous souhaitant d'agréables vacances et une bonne rentrée scolaire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Document à compléter et à envoyer à enseignement@actiris.be avec la **dépêche ministérielle pour l'engagement de postes ACS et PTP pour la rentrée scolaire 2022-2023**

NOM DE L'ECOLE :

LIEU DE TRAVAIL :

PERSONNE DE CONTACT :

NOM :

TÉLÉPHONE :

E-MAIL :

DESCRIPTION DE LA FONCTION :

DATE D'ENGAGEMENT PRÉVUE :

CONTRAT DE REMPLACEMENT : OUI/NON

DUREE DU REMPLACEMENT :

SI VOUS AVEZ DÉJÀ UN CANDIDAT, VEUILLEZ COMPLÉTER SES COORDONNÉES :

NOM ET PRENOM DU CANDIDAT :

REGISTRE NATIONAL :

Il n'est pas autorisé d'engager avant d'avoir reçu le document A6, veuillez donc introduire votre demande d'A6 au plus tard 5 jours ouvrables avant le début du contrat.

RELEVÉ DES ABSENCES NON RÉGLEMENTAIREMENT JUSTIFIÉE DU PERSONNEL ACS/APE**ABSENCES POUR MOTIF DE GREVE (uniquement)**

MOIS/ANNEE	<u>Identification de l'établissement :</u> (dénomination et adresse complète)														
	N° FASE :		N° ECOT (10 chiffres) :												
Nom - prénom	Matricule complet										TYPE (ACS-APE)	Date	Motif invoqué	Signature *	
														GREVE	
														GREVE	
														GREVE	
														GREVE	
														GREVE	
														GREVE	
														GREVE	

* Les membres du personnel dont les noms figurent sur cette liste marquent leur accord pour la récupération directe sur subvention-traitement (grève uniquement)

Mention manuscrite : Certifié sincère et exact,

Fait à date :

J'atteste que la possibilité a été offerte au membre du personnel de faire acter toute observation relative aux absences non réglementairement justifiées relevées ci-dessus.

Nom, prénom et qualité du signataire :

Signature

RELEVÉ DES ABSENCES NON RÉGLEMENTAIREMENT JUSTIFIÉES DU PERSONNEL ACS-APE**ABSENCES POUR MOTIFS AUTRES QUE LA GREVE**

MOIS/ANNEE	<u>Identification de l'établissement :</u> (dénomination et adresse complète)													
	N° FASE :		N° ECOT (10 chiffres) :											
Nom - prénom	Matricule complet										TYPE <small>(ACS-APE)</small>	Date	Motif éventuel invoqué	Signature

Mention manuscrite : Certifié sincère et exact,

Fait à date :

J'atteste que la possibilité a été offerte au membre du personnel de faire acter toute observation relative aux absences non réglementairement justifiées relevées ci-dessus.

Nom, prénom et qualité du signataire :

Signature

PERSONNEL ACS-APE-PTP

DATES LIMITES DE RECEPTION DES DOCUMENTS			
LIQUIDATION	PERIODE	Traitement payé le	Document reçu au plus tard le
Septembre 2022	01/09/2022 au 30/09/2022 (et du 29 au 31 août 2022)	30/09/2022	13/09/2022
Octobre 2022	01/10/2022 au 31/10/2022	31/10/2022	13/10/2022
Novembre 2022	01/11/2022 au 30/11/2022	30/11/2022	14/11/2022
Décembre 2022	01/12/2022 au 31/12/2022	30/12/2022	08/12/2022
Janvier 2023	01/01/2023 au 31/01/2023	31/01/2023	13/01/2023
Février 2023	01/02/2023 au 28/02/2023	28/02/2023	13/02/2023
Mars 2023	01/03/2023 au 31/03/2023	31/03/2023	15/03/2023
Avril 2023	01/04/2023 au 30/04/2023	28/04/2023	12/04/2023
Mai 2023	01/05/2023 au 31/05/2023	31/05/2023	11/05/2023
Juin 2023	01/06/2023 au 30/06/2023	30/06/2023	14/06/2023
Juillet 2023	01/07/2023 au 31/07/2023	31/07/2023	13/07/2023
Aout 2023	01/08/2023 au 31/08/2023	31/08/2023	16/08/2023

Il est à noter que pour chaque mois, une date de liquidation est fixée afin de pouvoir s'assurer que la subvention-traitement soit versée au membre du personnel pour autant que toutes les conditions soient remplies. Une date de liquidation dite "intermédiaire" est également prévue. Toutefois, le recours à la liquidation intermédiaire n'aura lieu que si un traitement erroné ou tardif du dossier de l'agent est lié à une faute imputable à l'Administration. Par exemple, un dossier introduit tardivement par l'école/PO ne pourra donc faire le bénéfice de la liquidation intermédiaire.